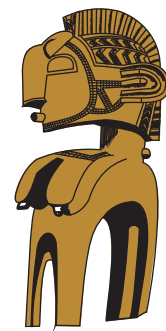


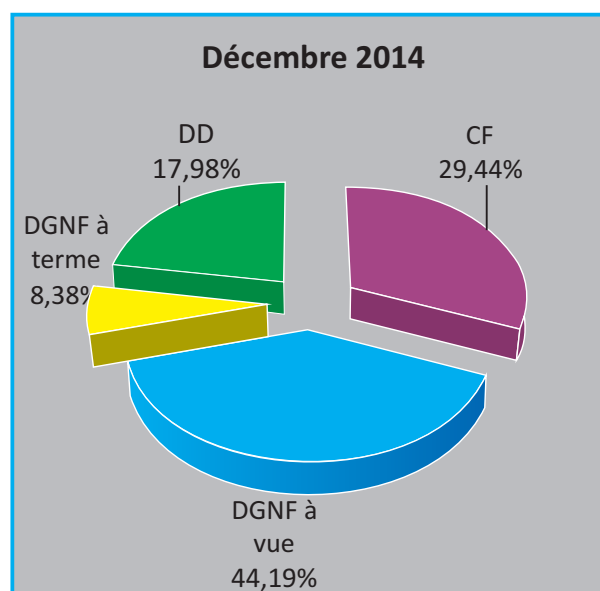
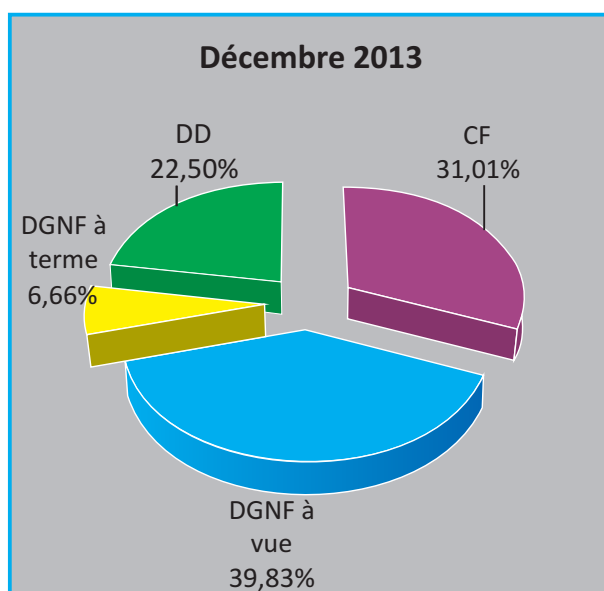


B.C.R.G



BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

BULLETIN DES STATISTIQUES MONÉTAIRES, FINANCIÈRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINÉE EN 2014



Conakry, avril 2015

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

**STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES
PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2014**

Conakry, avril 2015

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
Environnement économique international en 2014.....	6
Environnement économique national en 2014.....	9
PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EN 2014.....	11
I- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires et financières.....	11
I-1- <i>Présentation du système financier guinéen</i>	11
I-2- <i>Cadre réglementaire et procédures</i>	14
I-3- <i>Principes comptables applicables aux statistiques monétaires</i>	15
II- Évolution des principaux agrégats monétaires et financiers en 2014	16
II.1 – <i>Masse monétaire</i>	16
II-2- <i>Position Nette du Trésor auprès du système bancaire</i>	18
II-3- <i>Crédits à l'économie</i>	20
DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2014	26
I. Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI).....	26
I-1 <i>Cadre réglementaire et institutionnel</i>	27
I-2 <i>Résultats attendus du programme</i>	27
II. Evolution des principaux indicateurs en 2014	28
II-2- <i>Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)</i>	31
II-3 <i>Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance</i>	33
TROISIEME PARTIE : DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2014	36
I - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements.....	36
I-1- <i>Cadre institutionnel et réglementaire</i>	36
I-2- <i>Conventions d'enregistrement des transactions</i> :	38
I-3- <i>Sources des données</i> :	39
II- Evolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2014.....	41
II-1- <i>Compte des transactions courantes et de ses composantes</i>	41

<i>II- 2- Compte de capital</i>	50
<i>II-3- Compte d'opérations financières</i>	50
<i>II- 4- Solde global</i>	52
CONCLUSION	54
ANNEXES	55

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAMIF : Agence Nationale de la Microfinance
APIMG : Agence pour la Promotion des Institutions de Microfinance
BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée
BMP5 : Cinquième Manuel de la Balance des Paiements
CAF : Coût Assurance Fret
CCT : Crédits à Court Terme
CF : Circulation fiduciaire
CMLT : Crédits à Moyen et Long Terme
CTHBP : Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements
CTRN : Comité de Transition de Redressement National
DAT : Dépôts à terme
DAV : Dépôts à vue
DCH : Direction des Changes
DD : Dépôts en Devises
DGD : Direction Générale des Douanes
DGES : Direction Générale des Etudes et des Statistiques
DGNF : Dépôts en francs guinéens
DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements
DTS : Droits de Tirage Spéciaux
FAB : Franco A Bord
FEC : Facilité Elargie de Crédit
FMI : Fonds Monétaire International
GNF : Franc Guinéen
IDE : Investissements Directs Etrangers
IG : Inflation en Glissement
M2 : Masse monétaire au sens large
MP : Ministère du Plan
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
PNT : Position Nette du Trésor
PPTTE : Pays Pauvres Très Endettés
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
RE : Réserves Excédentaires
RO : Réserves Obligatoires
RT : Réserves Totales
SBP : Service Balance des Paiements
TMCE : Taux Moyen sur les Comptes d'Epargne
TMCT : Taux Moyen sur les Comptes à Terme
TMD : Taux Moyen Débiteur
USD : Dollar des Etats Unis d'Amérique

INTRODUCTION

Environnement économique international en 2014

En 2014, l'économie mondiale a enregistré un rythme modéré de croissance. En effet, selon les dernières estimations du FMI¹, la production mondiale n'aurait augmenté que de 3,3% en 2014, identique à la croissance de l'année 2013. La reprise a été entravée par de nouveaux problèmes, dont un certain nombre de chocs inattendus, tels que l'intensification des conflits géopolitiques en Ukraine et au Proche-Orient, la baisse de la demande chinoise et l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest (plus précisément, les pays du bec de perroquet).

L'activité s'est accélérée dans les pays avancés (prévision FMI de 1,8 % après 1,3 % en 2013), tandis que la croissance du PIB dans les économies émergentes s'est stabilisée à un niveau moindre qu'avant la crise.

Le chômage est resté élevé dans certaines régions, même s'il a semblé cesser d'augmenter. L'inflation au niveau mondial est restée faible, toute chose qui ne met pas à l'abri le risque de déflation dans la zone euro et d'inflation élevée dans certains pays en développement.

Sur le marché financier, les banques centrales ont continué de venir à la rescousse de leurs économies en difficulté. Ces politiques ont pris la forme de baisses de taux d'intérêt, d'assouplissements quantitatifs accrus et, dans certains cas, d'interventions sur les marchés des changes. Sur la période sous revue, la BCE a procédé à deux baisses de son taux directeur de 0,25 % à 0,15% en juin 2014, puis à 0,05% en septembre 2014. Les autres principales banques centrales ont également maintenu leurs taux directeurs à des niveaux bas et inchangés : 0,10% au Japon, 0,25% aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Sur les marchés des changes, le dollar a poursuivi son appréciation pour s'échanger à 1,2141 pour un euro à fin 2014, contre 1,3791 pour un euro au terme de l'année précédente. Cette tendance a été favorisée, d'une part, par la décision de la FED de mettre fin à son programme de rachats d'actifs, et d'autre part, par les mesures d'assouplissement monétaires prises par la Banque Centrale Européenne. Pour sa part, le yen s'est davantage déprécié face au dollar, suite notamment à la décision de la Banque du Japon d'élargir son programme de rachats d'actifs.

¹PEM, du 19/01/2015

L'année 2014 a été également caractérisée par la baisse des principaux cours des matières premières, des produits de base et des denrées alimentaires.

Ainsi, les cours des métaux sont baissiers et le prix du pétrole a subi une forte baisse passant sous la barre de 65 dollars le baril en décembre 2014, son plus bas niveau depuis mi-2009.

Avec la remontée du dollar américain, le cours des métaux précieux s'est replié, subissant le même sort que d'autres matières premières étroitement liées au cours de cette monnaie.

Les bonnes conditions de culture de soja ont précipité la vente sur les marchés des oléagineux et les stocks ont atteint un niveau record. Ces grandes disponibilités, qui ont impacté les marchés, ont également provoqué l'effondrement du cours de l'huile de palme en s'établissant à USD 739,4 la tonne (soit une baisse de 3,3%).

Les cours des produits de base ont connu des variations divergentes en 2014, dans un contexte marqué par la faiblesse de la demande mondiale et par l'amélioration des conditions de l'offre. Des hausses de cours ont été enregistrées sur certains produits dont le café (+ 29,9%) et le cacao (+ 26,1%) alors que d'autres ont subi des chutes de cours à savoir le coton (-8,1%) et le caoutchouc (-25%).

Les denrées alimentaires ont été caractérisées par une offre abondante et moins d'incertitudes sur le marché mondial comparativement à l'année antérieure, en témoigne l'indice FAO des prix des produits alimentaires qui a atteint son plus bas niveau depuis quatre ans. En effet, l'indice des produits alimentaires a été de 201,8 en 2014 contre 209,8 en 2013, pour les céréales il a été de 191,9 cette année contre 219,3 l'année précédente.

Perspectives de l'environnement économique international en 2015

Selon les prévisions du FMI, la croissance mondiale atteindra 3,5% en 2015. Parmi les principaux pays avancés, l'économie américaine devrait connaître une progression de son PIB de 3,6% et 3,3% en 2015 et 2016 respectivement, la demande intérieure profiterait de la baisse des prix du pétrole, de la modération de l'ajustement des finances publiques et du soutien persistant d'une politique monétaire accommodante, en dépit de la hausse progressive des taux d'intérêt qui est attendue. Toutefois, l'appréciation récente du dollar devrait réduire les exportations nettes.

Dans la zone euro, la reprise demeure précaire, mais l'activité devrait être soutenue par une baisse du prix du pétrole, un nouvel assouplissement de la politique monétaire (qui est déjà plus ou moins anticipé sur les marchés financiers et pris en compte dans les taux d'intérêt), une politique budgétaire plus neutre et la dépréciation récente de l'euro. Cependant, ces facteurs seront compensés par l'affaiblissement des perspectives d'investissement, qui s'explique en partie par l'impact du ralentissement de la croissance dans les pays émergents sur les exportations, et la reprise devrait être un peu plus lente que prévu en octobre 2014, avec une croissance annuelle de 1,2 % en 2015 et de 1,4 % en 2016.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait rester plus ou moins stable à 4,3% en 2015 et passer à 4,7% en 2016. Trois facteurs expliquent cette situation :

- un ralentissement de la croissance en Chine et ses implications pour les pays émergents d'Asie ;
- une détérioration sensible des perspectives en Russie et ;
- des révisions à la baisse de la croissance potentielle dans les pays exportateurs de produits de base.

La croissance économique de l'Afrique subsaharienne quant à elle, devrait rester vigoureuse et s'établir à environ 4,9% en 2015, puis à 5,2% en 2016. Mais d'importants aléas négatifs existent :

- la propagation de l'épidémie d'Ebola au-delà des trois pays actuellement touchés ;
- les risques sécuritaires dans certaines régions (Boko Haram) ;
- un ralentissement prononcé de l'activité dans les pays émergents ou une période plus longue que prévu de croissance faible dans les pays avancés et;
- l'impact de la baisse du prix du pétrole sur les pays producteurs.

D'autres risques de dégradation importants subsistent. Sur les marchés financiers mondiaux, les risques liés aux changements d'état d'esprit et aux poussées de volatilité demeurent élevés. Les éléments déclenchants pourraient être une évolution inattendue de l'activité dans les grands pays ou une trajectoire inattendue de la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis. Les pays émergents

sont particulièrement exposés, car ils pourraient faire face à une inversion des flux de capitaux. Dans la zone euro, l'inflation a encore reculé, et des chocs, internes ou externes, pourraient conduire à une inflation continuellement plus faible ou à des baisses des prix, car la politique monétaire reste lente à réagir. Les risques géopolitiques devraient également rester élevés.

Environnement économique national en 2014

Au plan national, l'année 2014 a été marquée par le ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 1,3% contre 2,3% l'année précédente. Cette évolution est le résultat des effets néfastes de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

Toutefois, les efforts du gouvernement dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'une part, et les importantes entrées en appui budgétaire du FMI (41 millions de dollars), de la Banque mondiale (50 millions de dollars), et la Banque africaine de développement (32 millions de dollars) d'autre part, ont permis de contenir le déficit budgétaire, de ralentir l'inflation et de stabiliser le taux de change, et ce, malgré un environnement économique difficile notamment dans les secteurs minier, manufacturier et agricole. L'inflation en glissement annuel et celle en moyenne annuelle se sont établies respectivement à 9% et 9,7% en 2014 contre 10,5% et 11,9% à fin 2013². Cette performance est liée notamment aux mesures de soutien aux prix de certaines denrées, conjuguées à une relative stabilité du taux de change.

Suite à l'amélioration des conditions monétaires en 2014, la Banque centrale a baissé de 3 points de pourcentage (de 16% à 13%) son taux directeur au mois de juin, afin de soutenir la relance de l'activité économique.

Sur le marché des changes, les cours des différentes devises ont affiché une relative stabilité pendant l'année 2014. Cette stabilité des taux de change a été plus marquée sur le dollar américain, dont le taux moyen a été de GNF 7 030,4261 le dollar US. Dans cette relative stabilité, le franc guinéen s'est déprécié de 1,77% par rapport au dollar sur l'année.

En 2014, l'exécution budgétaire a été caractérisée par une mobilisation modérée des ressources. En effet, les recettes globales ont été de GNF 9 702,33 milliards et les dépenses totales de GNF 11 680,06 milliards, soit une baisse de 2,52% pour les recettes et une hausse de 3,28% pour les dépenses par rapport à 2013. Au total, le déficit public (dons compris) est ressorti à GNF 1 977,73 milliards (4,29% du PIB) contre GNF 1 355,39 milliards en 2013 (3,03% du PIB).

²Source : INS

Concernant les transactions avec le reste du monde, elles sont caractérisées en 2014 par l'atténuation du déficit du compte courant qui s'est établi à 16,38% du PIB contre un déficit de 17,83% du PIB en 2013. En conséquence, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de USD 249,44 millions (3,45% du PIB), contre un déficit de USD 271,56 millions (4,17% du PIB) en 2013.

En termes de respect des critères de convergence au titre de l'année 2014, la Guinée a satisfait, à trois critères de premier rang et deux critères de second rang de la ZMAO. Il s'agit pour les critères de premier rang, de l'inflation, du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et des réserves de change brutes. Pour les critères du second rang, il s'agit du ratio de la masse salariale et des investissements publics financés sur les ressources internes.

Pour la zone CEDEAO, un critère de premier rang et cinq critères de second rang ont été respectés. Le critère de premier rang concerne le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale. Quant aux critères de second rang, ils portent sur la non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs, le ratio masse salariale sur recettes fiscales, l'encours de la dette publique, le ratio des investissements financés sur ressources internes et la stabilité du taux de change.

Classement dans le Doing Business 2014

La Guinée a connu une amélioration dans le classement annuel du rapport de Doing Business 2014 en se plaçant au 169e rang sur 189 pays, alors qu'elle occupait le 175e rang en 2013. Cette performance résulte des résultats obtenus dans les domaines ci-après : le raccordement à l'électricité (+8), le transfert de propriété (+12) et la protection des investisseurs minoritaires (+5). Ce dernier indice concerne la transparence des transactions (Indice de divulgation), le conflit d'intérêt (Indice de responsabilité du directeur) et la possibilité pour les actionnaires de poursuivre les administrateurs et directeurs pour faute professionnelle (Facilité pour les actionnaires d'engager une poursuite judiciaire).

Perspectives de l'environnement économique national en 2015

En termes de perspectives, la Guinée projette un taux de croissance du PIB de 2,1% à fin 2015. Quant à l'inflation, elle se situerait aux environs de 9,5% en glissement annuel, alors que le franc guinéen devrait poursuivre sa stabilité par rapport aux principales devises.

Sur le plan de la politique monétaire, la BCRG continuera de mener une politique permettant de soutenir l'activité économique.

PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EN 2014

I- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires et financières

I-1- Présentation du système financier guinéen

Le système financier guinéen comprend une Banque Centrale, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

Les statistiques monétaires sont actuellement élaborées à partir des données de ce secteur, à l'exception des institutions de Microfinance, des compagnies d'assurance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

I-1- a- La Banque Centrale de la République de Guinée

Elle joue le rôle d'Institut d'émission, conduit la politique monétaire, gère les réserves de change de la Nation, effectue les opérations avec le Fonds Monétaire International en tant qu'agent financier de l'Etat et assure la surveillance du système financier.

I-1- b- Les établissements de crédit

En 2014, le nombre de banques agréées est toujours égal à seize (16) dont une banque en phase d'implantation (la Banque de Développement de Guinée BDG) et quinze (15) banques en activité à savoir :

- Ó La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI) ;
- Ó La Banque Islamique de Guinée (BIG) ;
- Ó La Banque Populaire Maroc-Guinéenne (BPMG) ;
- Ó La Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée (BSIC GUINEE) ;
- Ó Ecobank Guinée ;
- Ó La First International Bank de Guinée (FIBANK) ;
- Ó International Commercial Bank (ICB) ;
- Ó La Société Générale de Banques en Guinée (SGBG) ;
- Ó Orabank Guinée ;
- Ó Skye Bank of Guinea ;
- Ó United Bank of Africa (UBA) ;

- Ó NSIA Banque Guinée ;
- Ó La Banque du Commerce International – Guinée (BCI) ;
- Ó Afriland First Bank Guinée et
- Ó La Banque nationale de Guinée(BNG).

Le fonctionnement des établissements de crédit a été renforcé en 2014 par l'élaboration de plusieurs textes d'application de la loi bancaire L/2013/060/CNT du 12 Août 2013.

Cette loi bancaire fixe les règles relatives à l'exercice des activités et au contrôle des établissements de crédit en République de Guinée, quels que soient leur statut juridique et la nationalité des propriétaires de leur capital ou de leurs dirigeants. Elle vise à donner des moyens renforcés aux autorités de régulation et de contrôle que sont le Comité des agréments et la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) pour mener à bien leurs missions de régulation et de supervision du secteur bancaire.

I-1-c- Les compagnies d'assurance

Dix (10) compagnies d'assurance et un Fonds de Garantie Automobile ont animé le marché des assurances en 2014. Ce sont :

- L'Union Guinéenne des Assurances et Réassurances (UGAR) ;
- La Société Guinéenne d'Assurance Mutuelle (SOGAM SA) ;
- La Mutuelle des Travailleurs de Guinée (MUTRAGUI SA) ;
- La Société Nouvelle d'Assurance de Guinée (SONAG SA) ;
- L'International Insurance Company Guinea (IIC Guinée SA) ;
- La Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance de Guinée (NSIA Guinée SA) ;
- La Guinéenne de Vie (LGV) ;
- COLINA ;
- L'Union d'Assurance – Guinée (UA).
- SAAR-Guinée

I-1-d- Les institutions de microfinance

Les institutions de microfinance sont des structures qui n'ont pas le statut de banque mais qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit ou de collecte d'épargne et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel (article 2 §1 de la Loi sur la Microfinance).

En 2014, dix neuf (19) institutions de microfinance agréées et regroupées en trois catégories évoluent sur l'ensemble du territoire national. Ce sont :

Catégorie 1 : structures mutualistes ou coopératives

- Les Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CPECG) ;
- La Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI) ;
- Les Caisses Communautaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CCECG) DIAMA DJIGUI ;
- La Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (MECREPAG) ;
- Le Groupement d'Appui à l'Autopromotion Economique et Sociale – GIE (GAAS – GIE NAFAYA de Guinée) ;
- MUFFA ;
- La Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Economique et Social (CAIDEL – GIE) ;
- La Mutuelle de crédit et d'Epargne et SABOU GUINEE.

Catégorie 2 : Sociétés Anonymes

- Le Crédit Rural de Guinée (CRG -SA) ;
- La Financial Development (FINADEV- SA) ;
- JATROPHA -SA ;
- Centre d'Appui et de formation au développement à l'épargne/crédit et à l'Education Civique (CAFODEC S-A) ;
- COFINA-SA ;
- CREDIT NAFA-SA ;
- CAFODEC FINANCES-SA.

Catégorie 3: Associations et ONG

- Le Programme Intégré pour le Développement de l'Entreprise (PRIDE FINANCE) ;
- L'Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) ;
- Le Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires (RAFOC) ;
- La Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE).

Les institutions de microfinance de la première catégorie collectent l'épargne de leurs membres et l'emploient en opérations de crédit, exclusivement au profit de ceux-ci.

Quant aux institutions de microfinance de la deuxième catégorie, elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Les institutions de microfinance de la troisième catégorie accordent des crédits aux tiers sans exercer l'activité de collecte d'épargne.

I-1-e- Les bureaux de change manuel

Les bureaux de change sont des opérateurs économiques privés dont l'activité consiste à faire des opérations de change. Leur activité est régie par l'instruction N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 mars 2011. Afin 2014, trente-deux (32) bureaux de change manuel³ sont effectivement en activité.

I-1-f- Les sociétés de transfert d'argent

Les sociétés de transfert d'argent sont des structures à caractère privé dont l'activité porte sur les opérations de transfert d'argent pour le compte ou en faveur des résidents conformément à la réglementation des changes. Leur fonctionnement est régi par l'instruction de la BCRG n°32/DGEEM/RCH/11 du 13 avril 2011 portant réglementation de l'activité des établissements de transfert d'argent en République de Guinée. Au cours de l'année 2014, six (6) sociétés de transfert d'argent se trouvent en activité, ce sont : (i) Western Union, (ii) Money Gram, (iii) Money Express, (iv) Global Express, (v) SOFIG et (vi) DEM SARL. La liste complète des sociétés de transfert d'argent est jointe en annexe⁴.

I-2- Cadre réglementaire et procédures

Les principaux aspects du cadre réglementaire sont au nombre de deux :

- L'uniformisation des méthodes et pratiques comptables par l'ensemble des banques de la place ;
- La transmission à la BCRG des informations comptables mensuelles des banques au plus tard le 10 du mois pour le mois précédent. Cette exigence tire son essence des articles 25 et 26 de la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

L'article 25 stipule ce qui suit : « La Banque Centrale assure la supervision des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des institutions de microfinance et des autres institutions financières. A cet effet, elle est habilitée, à effectuer des contrôles sur place et sur pièces de ces institutions ».

³Voir l'annexe 28, page 61

⁴Annexe 29, page 62

Quant à l'article 26, il énonce que « La Banque Centrale est habilitée à recueillir tout document et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. En cas de communication de fausses informations ou d'infractions à la réglementation, la Banque Centrale est habilitée à appliquer les sanctions déterminées par la loi à l'égard des établissements et institutions concernés ».

I-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires

Quatre principes comptables sont applicables aux comptes monétaires. Il s'agit de:

- l'expression des données en termes de stocks ;
- l'enregistrement des données sur la base des règlements ;
- l'expression des données en monnaie nationale ;
- la consolidation de l'ensemble des situations monétaires.

I-3- 1- Données en termes de stocks

Les statistiques monétaires reposent sur des bilans. Elles se présentent donc sous forme d'encours ou de stocks, c'est-à-dire qu'elles enregistrent l'encours des avoirs et des engagements à un instant donné plutôt que les transactions intervenues pendant une période.

I-3- 2- Enregistrement sur la base des règlements

Les statistiques monétaires sont présentées sur base caisse. Elles enregistrent les transactions au moment où l'obligation est réglée plutôt qu'au moment où elle est constatée.

I-3- 3- Monnaie de libellé

Les comptes monétaires sont exprimés en monnaie nationale. Tous les postes libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

I-3- 4- Consolidation

L'établissement de la situation monétaire exige une double consolidation. Dans un premier temps, les bilans des banques commerciales sont agrégés en un compte consolidé des banques commerciales. Dans un deuxième temps, le bilan des autorités monétaires est consolidé avec ceux des banques commerciales pour donner la situation monétaire intégrée.

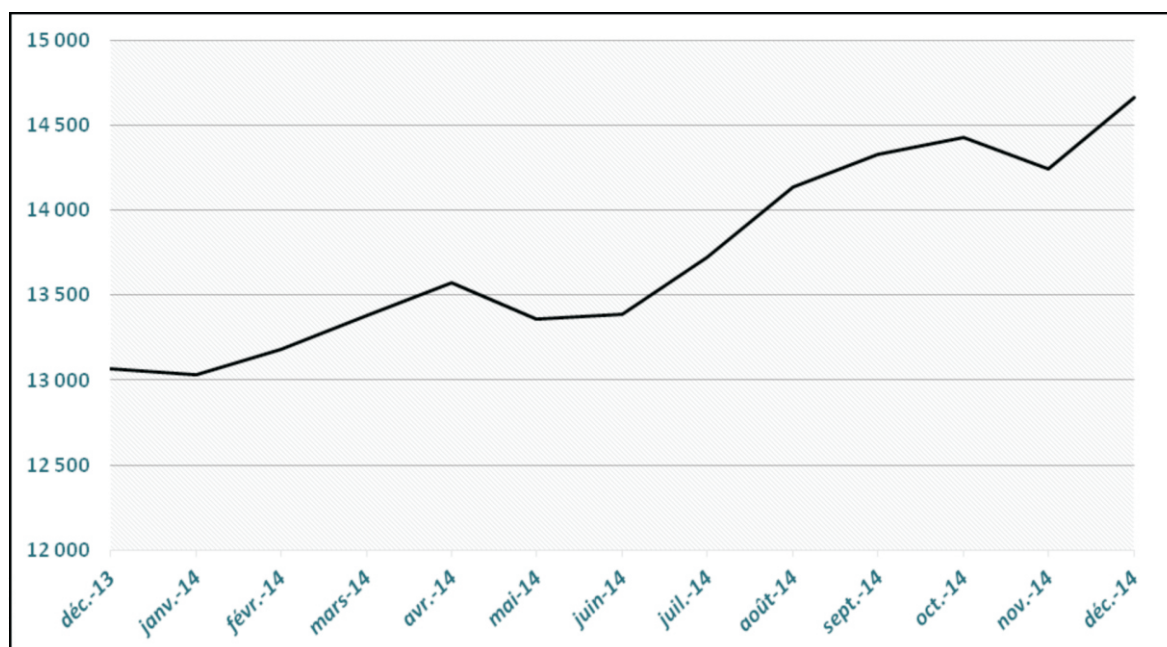
II- Évolution des principaux agrégats monétaires et financiers en 2014

II.1 – Masse monétaire

Au 31 décembre 2014, la masse monétaire s'est chiffrée à GNF 14 664,63 milliards contre GNF 13 067,54 milliards à fin décembre 2013, soit une hausse de 12,2%. Cette progression résulte d'une hausse des avoirs intérieurs nets de GNF 2 654,39 milliards (30,9%) contenue par un recul des avoirs extérieurs nets de GNF 1 057,30 milliards (23,6%).

Malgré l'expansion de la masse monétaire, l'inflation en glissement annuel s'est située à 9% en décembre 2014 contre 10,5% en décembre 2013.

Évolution de la masse monétaire en 2014 (en milliards GNF)



Source : Annexe 8

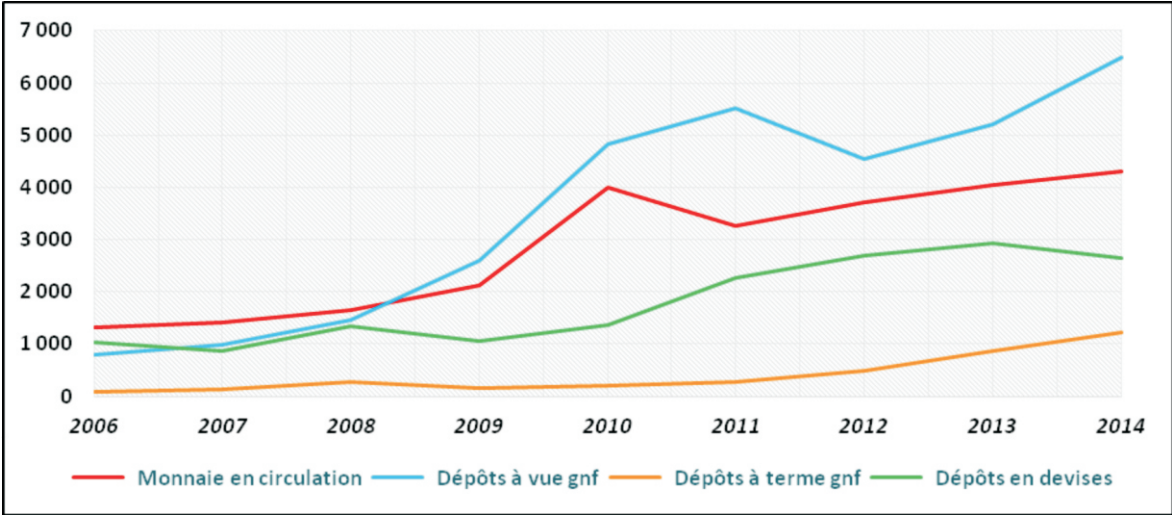
II.1- a Structure de la masse monétaire

À fin décembre 2014, la circulation fiduciaire s'élève à GNF 4 317,73 milliards soit une progression de 6,6% par rapport à décembre 2013. Cet accroissement est lié en grande partie à la hausse des crédits au secteur privé et à l'utilisation des ressources du Trésor.

Sur la période, les dépôts en devises baissent de 10,3% pour se situer GNF à 2 637,24 milliards, alors que les dépôts en francs guinéens progressent de 26,9% pour atteindre GNF 7 709,66 milliards.

La baisse des dépôts en devises est liée à l'exécution des ordres de virements pour la couverture des opérations d'importations, tandis que la progression des dépôts en francs guinéens est consécutive à la relative stabilité du franc guinéen par rapport au dollar.

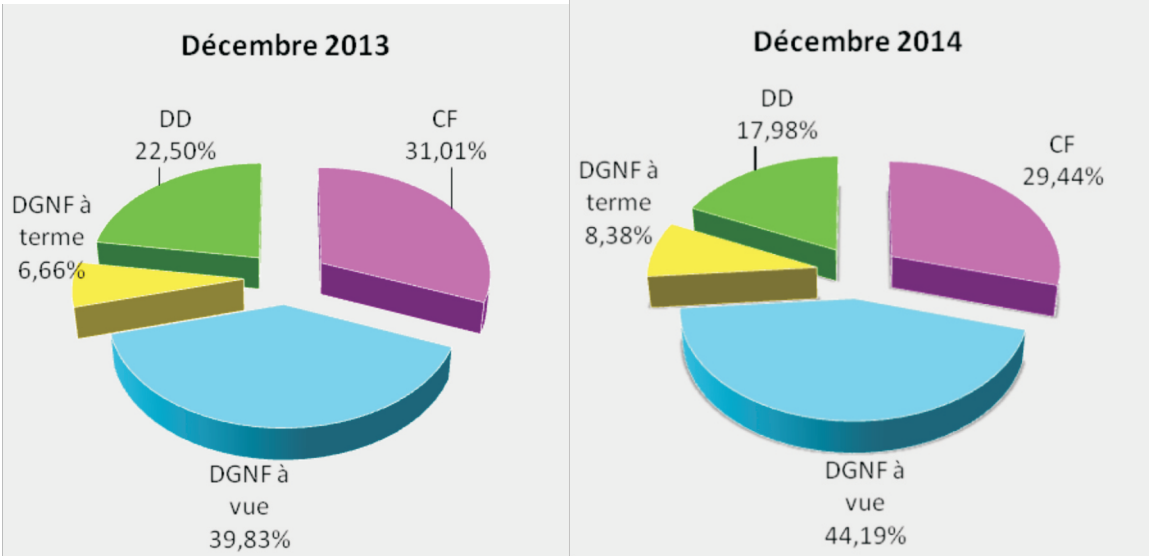
Évolution des composantes de la masse monétaire de 2006 à 2014



Source : Annexe 3

À fin décembre 2014, la structure de la masse monétaire reste dominée par les dépôts en francs guinéens (53%) qui gagent 7 points de pourcentage par rapport à décembre 2013. Quant aux dépôts en devises et la circulation fiduciaire, ils ont perdu respectivement 4 et 2 points de pourcentage.

Structure de la masse monétaire (répartition de M2 en %)



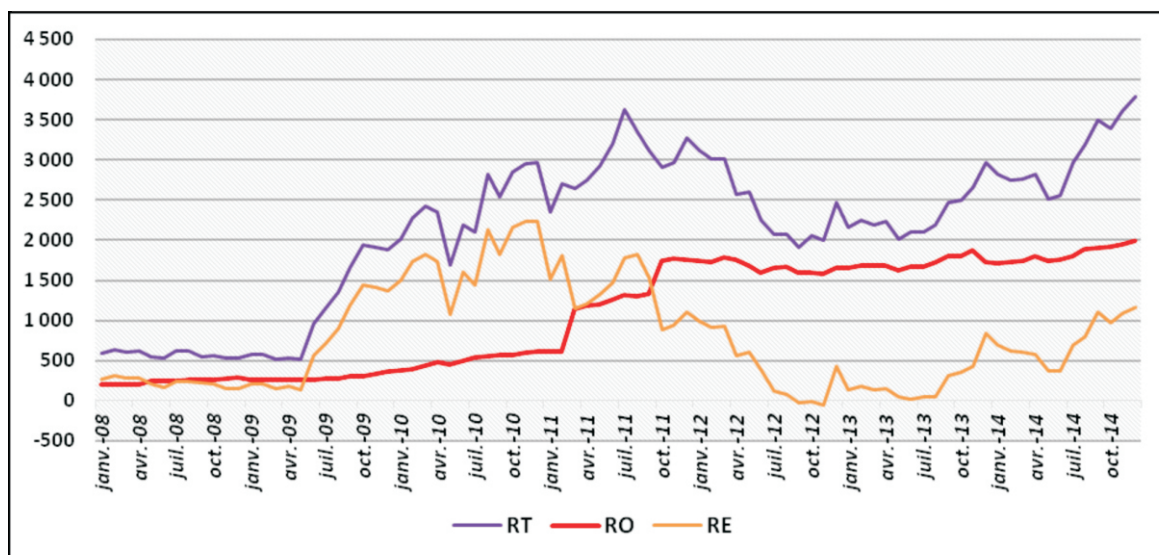
Source : Annexe 3

II-1 – b La base monétaire et les réserves des banques

À fin décembre 2014, la base monétaire se chiffre à GNF 8 513,12 milliards contre GNF 7 440,85 milliards au 31 décembre 2013, soit une hausse de 14,4%. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement simultané des réserves des banques de 27,5%, et de la monnaie en circulation de 6,6%.

En effet, les réserves des banques se sont établies à GNF 3 789,2 milliards à fin 2014 contre GNF 2 971,01 milliards à fin 2013. Cette évolution résulte de la hausse des réserves obligatoires (de GNF 269 milliards) et excédentaires (de GNF 326 milliards) sur la période, consécutive à une augmentation des dépôts de la clientèle des banques commerciales.

Évolution des réserves des banques

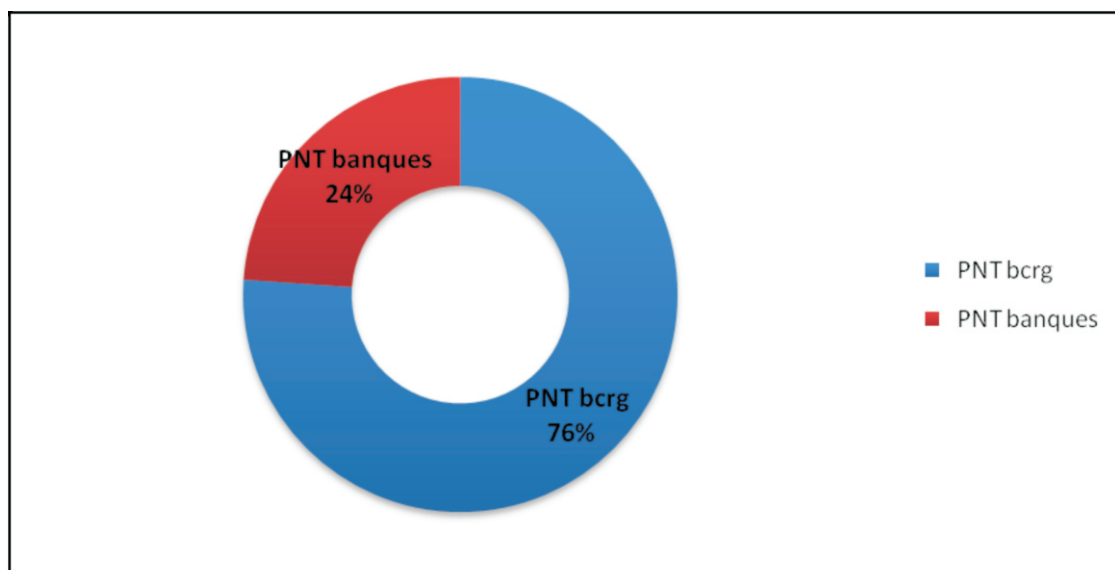


Source : Annexe 7

II-2-Position Nette du Trésor auprès du système bancaire

À fin décembre 2014, la position nette du trésor auprès du système bancaire s'est accrue de 22% pour s'établir à GNF 6 313,72 milliards par rapport à la même période de l'année 2013. Cette augmentation est essentiellement liée à la dégradation de la position nette du Trésor dans les livres de la BCRG.

Répartition de la PNT auprès du système bancaire



Source : Annexe 8

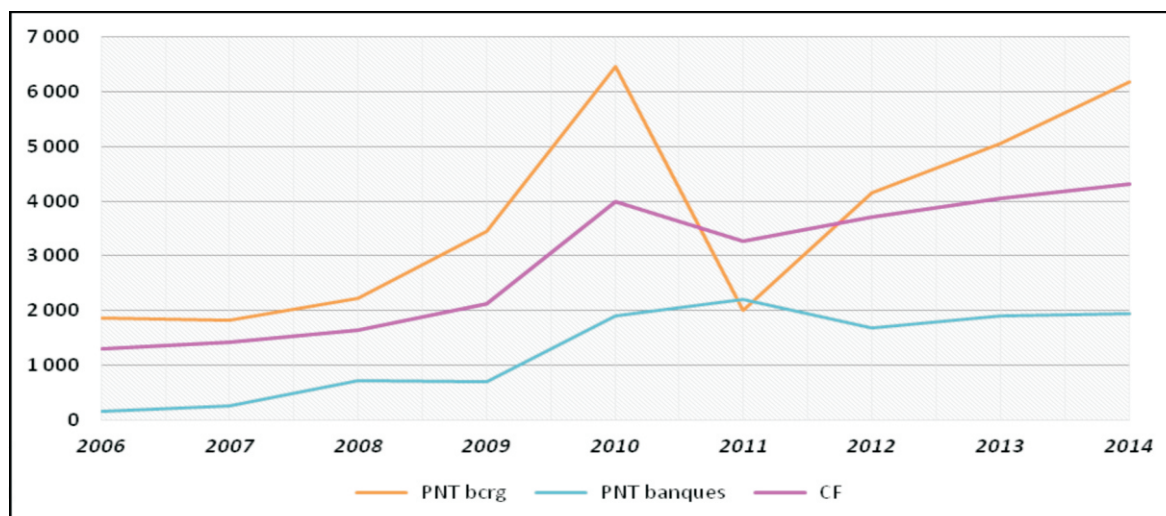
II. 2- a- La position nette du Trésor à la BCRG

La position nette du Trésor à la Banque Centrale est passée de GNF 5 064,13 milliards à fin décembre 2013 à GNF 6 181,13 milliards en décembre 2014, soit une hausse de 22,1%. Cette évolution est imputable à une hausse plus accélérée des dépenses par rapport aux recettes.

II.2- b- La Position Nette du Trésor dans les banques

En 2014, l'encours des créances nettes des banques commerciales sur l'État s'est établi à GNF 1 942,3 milliards contre GNF 1 907,5 milliards à fin 2013, soit une progression de 1,8%, résultant de l'accroissement des souscriptions nettes aux Bons du Trésor.

Circulation fiduciaire et PNT1 auprès du système bancaire de 2006 à 2014



Source : Annexe 3

II-3- Crédits à l'économie

II-3-a- Les taux d'intérêts

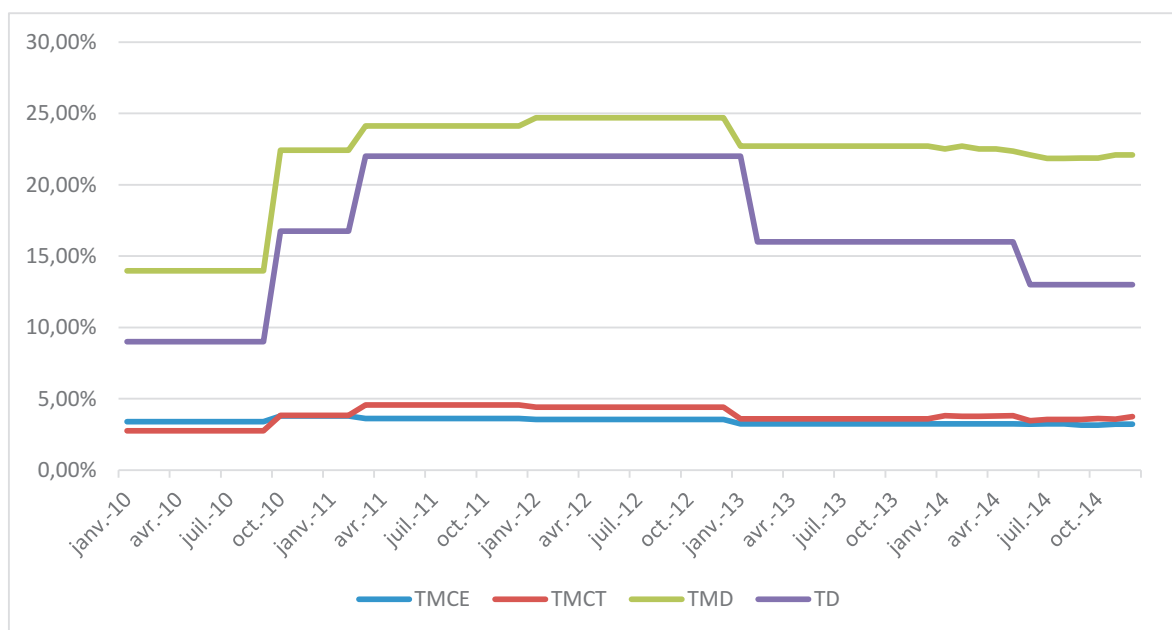
Dans un contexte caractérisé par une baisse du taux d'inflation et compte tenu de la nécessité de soutenir l'activité économique, la Banque Centrale a procédé à une baisse de son taux directeur de 3 points pour se situer à 13% en décembre 2014. Cette évolution du taux directeur a entraîné d'une manière générale, la baisse des taux des banques.

Entre décembre 2013 et décembre 2014, le taux moyen pondéré des bons du Trésor à 182 jours est passé de 10,87% à 6,15%. Pour les BDT à 364 jours, le taux moyen s'est établi à 8,30% à fin octobre 2014 contre 14,25% à fin novembre 2013.

S'agissant des taux débiteurs et les comptes d'épargne, ils ont connu une légère baisse en se situant en moyenne à 22,09% et 3,21% en décembre 2014 respectivement contre 22,71% et 3,25% en décembre 2013.

Par contre, le taux moyen sur les comptes à terme a connu une légère hausse pour se situer en moyenne à 3,75% en décembre 2014 contre 3,59% à fin décembre 2013.

Evolution des taux d'intérêts



Source : BCRG/DGCC/DPMC

II-3-b- Les maturités des crédits à l'économie

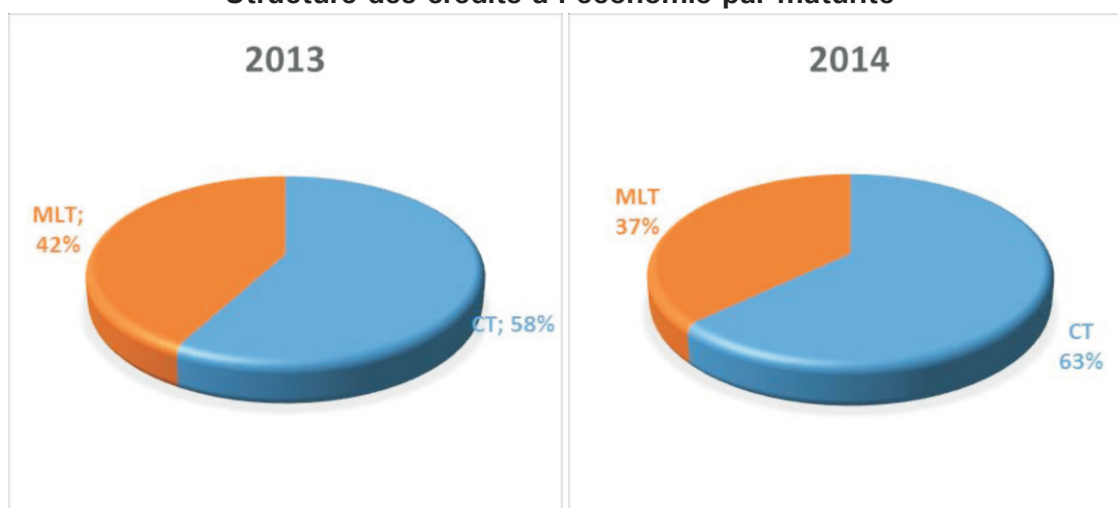
L'encours des crédits à l'économie s'est établi à GNF 5 964,79 milliards à fin décembre 2014 contre GNF 4 143,84 milliards à fin décembre 2013, soit une hausse de 43,9%. Cette progression est essentiellement due à l'accroissement des crédits ordinaires octroyés aux entreprises évoluant dans les secteurs de distribution des produits pétroliers et des BTP.

Sur la période, l'analyse de l'évolution des crédits montre que les crédits à court terme ont augmenté de 56,6% pour se situer à GNF 3 759,12 milliards tandis que les crédits à moyen et long termes ont enregistré une hausse de 26,5% pour se situer à GNF 2 205,67 milliards.

En termes de structure, le stock de crédits à fin 2014 est dominé par les crédits à court terme (63%) qui gagnent 5 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2013. Les crédits à moyen et long termes perdent 5 points de pourcentage pour occuper 37%.

La faiblesse des crédits à moyen et long termes s'explique par le fait que les dépôts effectués par la clientèle sont en général des dépôts à vue.

Structure des crédits à l'économie par maturité

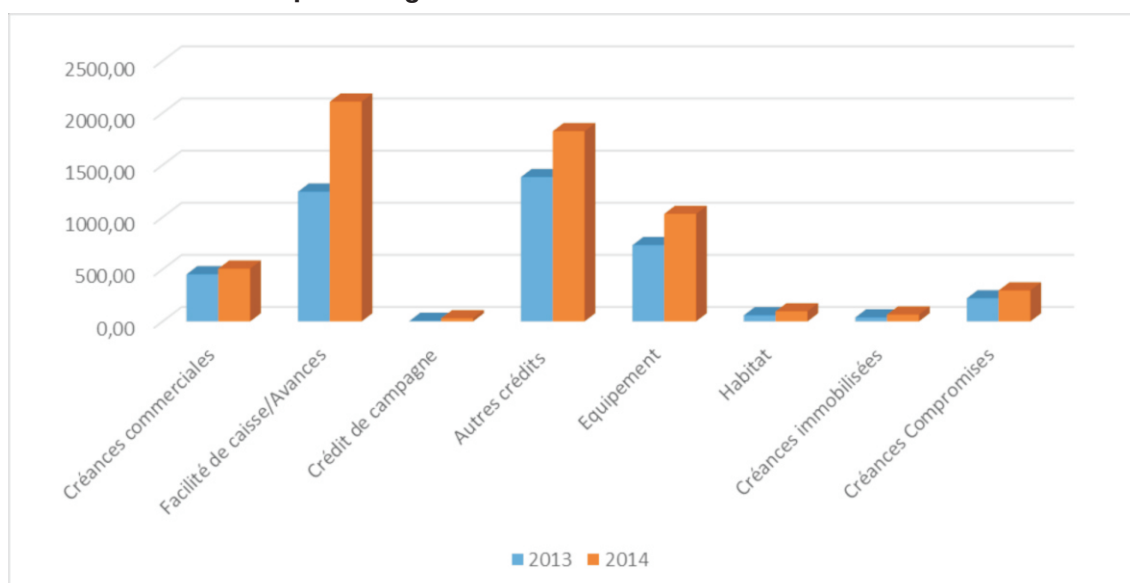


Source : BCRG/DGES/DSBP

II-3-c- L'orientation des crédits à l'économie

La hausse de l'encours des crédits à l'économie a concerné l'ensemble de ses composantes. Ainsi, les facilités de caisse ont augmenté de GNF 863,28 milliards. De même, les crédits à l'équipement et les créances commerciales se sont accrus respectivement de GNF 299,43 milliards et de GNF 54,14 milliards. Enfin, les crédits à l'habitat et les crédits de campagne ont augmenté respectivement de GNF 37,62 milliards et de GNF 25,13 milliards.

Evolution par catégories de crédits à l'économie (en milliards)



Source : BCRG/DGES/DSBP

II- 4- Réserves de change

Entre décembre 2013 et décembre 2014, les réserves brutes de change sont passées de USD 642,49 millions à USD 638,04, soit une baisse de 0,7% en raison de la baisse des activités minières liée en grande partie à la maladie à virus Ebola.

II-4-a- Les recettes en devises de la Nation

A fin décembre 2014, le cumul des recettes se chiffre à USD 638,04 millions contre USD 642,49 au 31 décembre 2013, soit une baisse de 0,7%. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des dépôts en devises des banques et celle des recettes minières.

En effet, entre fin décembre 2013 et fin décembre 2014, les dépôts des banques sont passés de USD 336,26 millions à USD 296,15 millions, soit une baisse de USD 40,11 millions (11,9%). Quant aux recettes minières, elles ont baissé de 13,1% pour se situer à USD 169,36 millions à fin décembre 2014 contre USD 194,80 millions à fin décembre 2013. Ces évolutions sont consécutives au ralentissement des activités des sociétés minières au cours de l'année 2014, lié en grande partie à la maladie à virus Ebola.

Toutefois, les autres recettes de l'Etat ont connu une progression de 62,2% en s'établissant à USD 156,67 millions à fin décembre 2014 contre USD 96,62 millions à fin décembre 2013. Cette hausse s'explique essentiellement par les appuis budgétaires dont le pays a bénéficiés au cours de l'année en raison l'épidémie à virus Ebola. Il s'agit principalement des appuis du FMI (USD 41 millions), de la Banque Mondiale (USD 50 millions) et de la Banque Africaine de Développement (USD 32 millions).

II-4-b- Les dépenses en devises de la Nation

A fin décembre 2014, le cumul des dépenses s'est établi à USD 506,72 millions contre USD 401,54 millions à fin décembre 2013, soit une hausse de 26,2% qui s'explique en grande partie par l'accroissement des autres dépenses courantes de l'Etat et des transferts au profit des banques.

En effet, les autres dépenses courantes de l'Etat ont connu une hausse de 22,7% pour se situer à USD 132,85 millions à fin décembre 2014 contre USD 108,25 millions à fin décembre 2013. Cette variation fait suite aux paiements effectués en faveur des ambassades pour USD 24,05 millions et au titre des autres dépenses de l'Etat pour USD 108,80 millions en 2014 alors qu'une année plus tôt, les mêmes rubriques enregistraient respectivement USD 24,91 millions et USD 83,34 millions.

Quant aux transferts au profit des banques, ils s'élèvent à USD 277,59 millions à fin décembre 2014 contre USD 228,79 millions à fin décembre 2013, soit une hausse de 21,3%. Cette augmentation s'explique d'une part, par le degré de confiance qui existe entre les banques commerciales et leurs clientèles et, d'autre part, entre ces banques et la BCRG.

En revanche, les subventions et transferts de l'Etat ont connu une baisse pour se situer à USD 0,03 millions à fin décembre 2014 contre USD 31,06 millions à fin décembre 2013. Cette baisse s'explique par la mesure prise par l'Arabie Saoudite d'interdire pour cause d'épidémie à virus Ebola les lieux saints de l'islam (Mecque) aux pèlerins de la Guinée. Toutefois, il convient de signaler que c'est au titre du pèlerinage chrétien qu'une réalisation de USD 0,03 millions a été faite.

II-4-c- Le solde du budget en devises

A fin décembre 2014, le solde de l'exécution budgétaire en devises est ressorti excédentaire de USD 131,32 millions contre USD 240,95 millions un an auparavant, soit une baisse de 45,5%, liée en grande partie à l'épidémie à virus Ebola.

Evolution de l'exécution du budget en devises

	2013	2014	Variation	
			Valeur	%
1- Solde du budget en devises (2-3)	240,95	131,32	-109,63	-45,5
2- Recettes en devises	642,49	638,04	-4,45	-0,7
dont: Recettes minières	194,80	169,36	-25,44	-13,1
Autres recettes	96,62	156,67	60,05	62,2
3- Dépenses en devises	401,54	506,72	105,18	26,2
dont: Dette extérieure	55,20	57,67	2,47	4,5
Autres dépenses courantes de l'Etat	108,25	132,85	24,60	22,7
Dépenses de la BCRG	10,56	10,92	0,36	3,4

Source : BCRG/DGCC/DCH

II-4-d Le marché interbancaire de change et le taux de change

En 2014, la BCRG a organisé 52 séances du MIC contre 50 en 2013, en allouant aux banques pour le compte de leur clientèle un montant de USD 211,34 millions contre USD 170,04 millions ; soit une hausse de 24,3%.

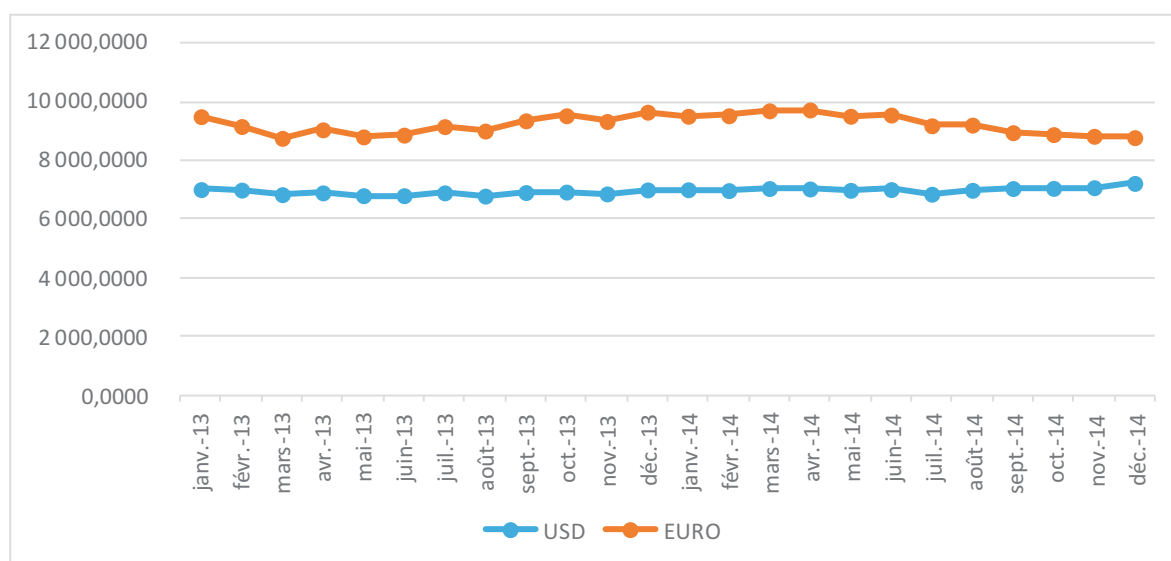
Par ailleurs, au cours de la période sous revue, la BCRG a accordé un montant de USD 13,1 millions aux bureaux de change agréés.

Malgré les effets de l'épidémie à virus Ebola sur l'économie guinéenne en 2014, cette intervention sur le MIC a permis de stabiliser le franc guinéen par rapport aux principales devises (USD, EURO) et réduire les pressions sur les primes de change.

Le taux de change du dollar américain s'est établi à GNF 7 227,7 à fin décembre 2014 contre GNF 7 005,8 un an auparavant, soit une dépréciation de 3,1%. Quant à l'euro, il s'est apprécié de 9,9% en s'échangeant à GNF 8 788,8 à fin décembre 2014 contre GNF 9 656,1 à fin décembre 2013. Ces évolutions contrastées s'expliqueraient notamment par l'appréciation du dollar par rapport à l'euro.

Entre décembre 2013 et décembre 2014, les primes de change par rapport au dollar et à l'euro sont passées respectivement de 1,5% et 0,4% à 2,6% et 3,7%.

Evolution du taux de change (fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DCH

1. Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est le nombre de fois en moyenne qu'une unité monétaire est utilisée dans des transactions au cours d'une période donnée. Elle est mesurée par le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire. Elle reflète le comportement des agents économiques non financiers et leur préférence pour la liquidité.

Entre 2010 et 2014, la vitesse de circulation de la monnaie a enregistré une hausse de 0,85 pour se situer à 3,46. Cette évolution traduit un regain de confiance dans l'économie nationale.

Rubriques	Années				
	2010	2011	2012	2013	2014
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF	10 367,93	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 664,63
Base monétaire en milliards de GNF	6 981,73	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 513,12
PIB nominal en milliards de GNF	27 081,62	34 320,47	40 082,58	44 977,61	50 811,71
Vitesse de circulation de la monnaie	2,61	3,03	3,50	3,44	3,46
Taux de liquidité de l'économie	38%	33%	29%	29%	29%

Source : BCRG, MP

2. Le taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie correspond à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, autrement dit c'est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il traduit le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.

Sur la même période, le taux de liquidité de l'économie a perdu 9 points de pourcentage pour se situer à 29% en 2014 contre 38% en 2010. Cette évolution est liée aux mesures de politique monétaire restrictive initiées en 2011 par la BCRG, notamment le relèvement du taux directeur et du taux des réserves obligatoires et la relance du marché interbancaire des changes.

DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2014

I. Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)

La stratégie Nationale de Finance inclusive est un programme initié par le gouvernement pour renforcer le secteur de la microfinance et développer des innovations en vue d'une plus grande inclusion financière dans le pays.

Elle traduit la vision, les préoccupations et les aspirations des différents acteurs centrées autour des valeurs suivantes :

- Les populations sont au centre de la stratégie. Elle est donc élaborée avec pour finalité d'offrir des services financiers aux populations, particulièrement à celles qui n'y ont pas accès afin de minimiser leur vulnérabilité et de favoriser leur croissance économique et sociale ;
- Les IMF sont les institutions identifiées pour rendre ces services aux populations, la stratégie leur apporte des appuis multiformes pour assurer leur professionnalisation et leur pérennité.

Elle propose également le cadre d'orientation stratégique de l'action du gouvernement et de celle de ses partenaires au développement.

Le cadre d'orientation stratégique comprend trois axes stratégiques:

Axe stratégique 1 (niveau macro) : l'amélioration du cadre légal, réglementaire et institutionnel en vue d'un développement harmonieux et sécurisé du secteur de la microfinance.

Axe stratégique 2 (niveau méso) : le renforcement des capacités et le développement de l'infrastructure financière, incluant la structuration de la profession afin de soutenir la pérennité des services financiers accessibles au plus grand nombre de personnes.

Axe stratégique 3 (niveau micro) : l'offre de produits et services financiers diversifiés et en expansion particulièrement aux femmes et aux jeunes grâce à la création et/ou au développement d'IMF professionnelles, viables et pérennes, notamment dans les zones rurales

I-1 Cadre réglementaire et institutionnel

I-1-1 Cadre réglementaire

Les conditions d'exercice des activités des institutions de microfinance (IMF) sont définies dans la loi/2005/020/AN du 22 novembre 2005.

I-1-2 Cadre institutionnel

La tutelle des IMF est assurée par la BCRG, chargée de la supervision et de la surveillance du secteur de la microfinance.

Au plan national, les organes et structures intervenant dans le secteur des microfinances sont : l'Agence Nationale de la Microfinance, le Comité de Coordination, l'APIMG et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'Agence Nationale de la Microfinance (ANAMIF) a pour mission de concevoir, de mettre en oeuvre, de suivre et d'évaluer la Politique du Gouvernement en matière de Microfinance. Elle est chargée de la promotion et de la coordination du secteur.

Le Comité de Coordination est l'organe de supervision et de coordination de la SNFI. Il regroupe les représentants de tous les acteurs.

L'APIM-Guinée assure la représentation professionnelle du secteur. Sa mission est de créer un cadre dynamique de réflexion, d'échange et de professionnalisation des IMF intervenant en Guinée.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont des bailleurs de fonds et autres organisations internationales qui appuient le secteur.

I-2 Résultats attendus du programme

Au terme du programme, les résultats suivants sont attendus :

- ˆ le taux de pénétration du secteur devra passer de moins de 5% à 15% ;
- ˆ le nombre de bénéficiaires et d'emprunteurs passeront respectivement de 435 000 et 98 000 à 1 740 000 et 684 000 ;
- ˆ les encours d'épargne et de crédit passeront de GNF 57 milliards et 74 milliards à 400 milliards et 650 milliards et;
- ˆ le portefeuille à risque (PAR) 90 jours ne devra pas dépasser 5%, l'autosuffisance opérationnelle des IMF sera acquise (au moins 100% pour les 2/3 des IMF).

II. Evolution des principaux indicateurs en 2014

L'analyse des principaux indicateurs porte sur l'accès aux services financiers à travers des banques, des institutions de microfinance et des compagnies d'assurance.

II-1 Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles

Cette partie analyse les indicateurs liés à l'extension géographique des réseaux bancaires et à l'utilisation des services financiers des banques et des banques mobiles.

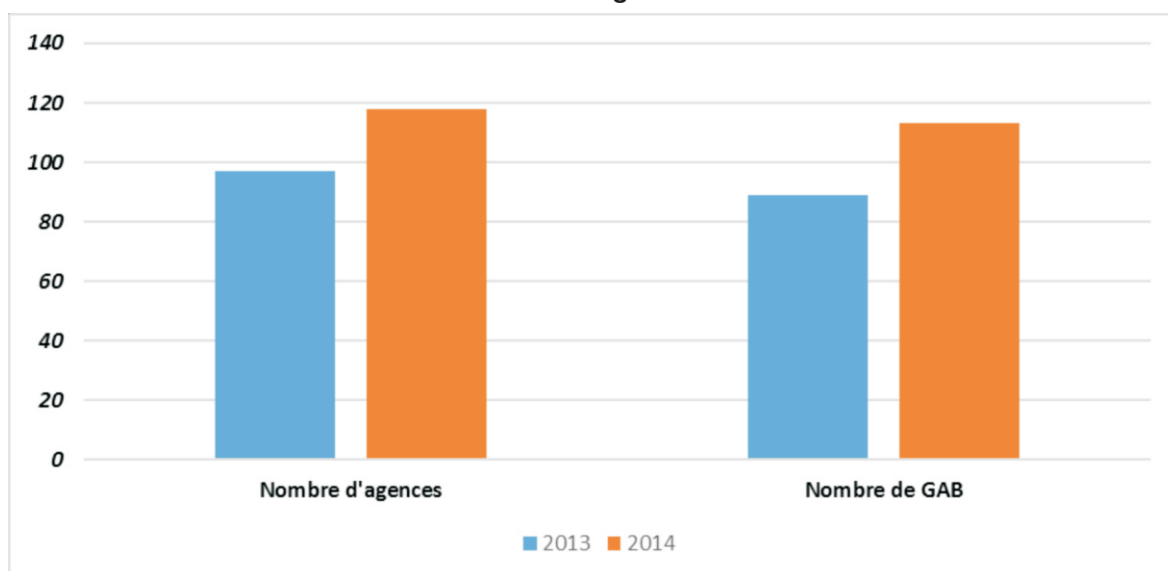
II-1-1 Extension géographique

Elle est mesurée par le nombre d'agences créées et la disponibilité de guichets automatiques de banque (GAB). Elle permet d'évaluer le niveau de bancarisation de l'économie et l'accès des populations aux services financiers.

Le nombre d'agences a progressé de 21 unités, pour atteindre 118 unités à fin décembre 2014 contre 97 unités à fin décembre 2013.

Quant au nombre de guichets automatiques, il s'est situé à 113 unités en 2014 contre 89 unités en 2013, soit une progression de 24 unités.

Evolution du nombre d'agences et de GAB



Source : BCRG/DSBP

Selon les données du FMI⁵, le réseau bancaire guinéen offre en moyenne 1,1 agence bancaire au service de 100 000 adultes et 0,3 agence par 1 000 km².

⁵ <http://fas.imf.org>

Le réseau bancaire est concentré dans la capitale au détriment des villes de l'intérieur. En effet, la ville de Conakry bénéficie d'une meilleure pénétration (plus de la moitié des agences) par rapport aux villes de l'intérieur en dépit de leurs besoins croissants en termes de financement.

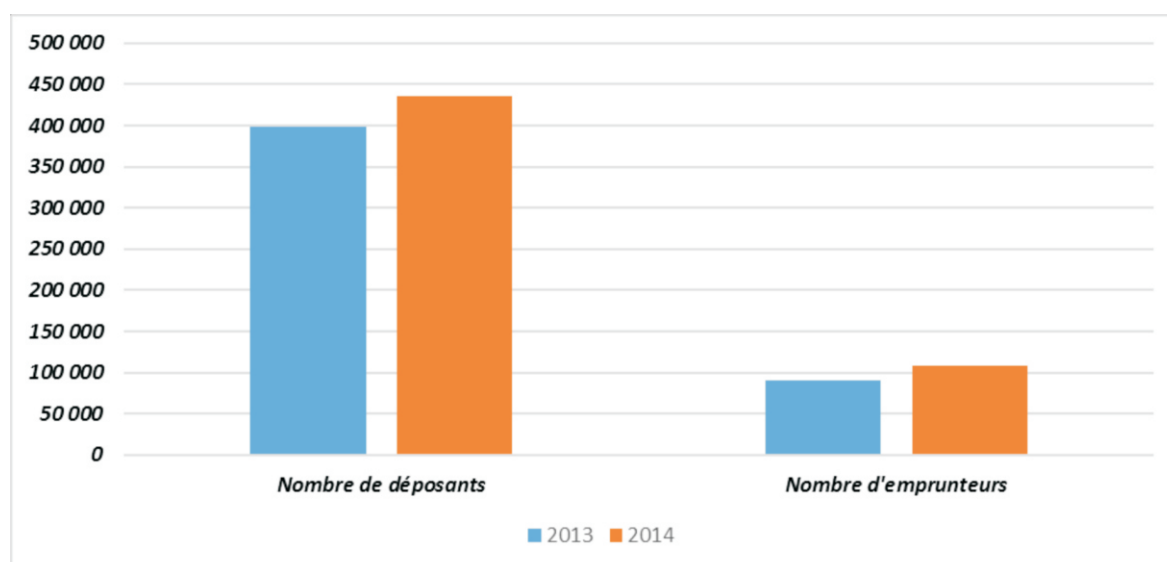
II-1-2 Utilisation des services financiers

Elle porte sur deux (2) services financiers de base : les dépôts et les crédits.

En 2014, le nombre de déposants se chiffre à 436 301 contre 399 164 en 2013, soit une hausse de 9,3%. Cette évolution est imputable notamment à l'extension du réseau et au renforcement de la confiance entre les banques et leurs clients.

Quant au nombre d'emprunteurs, il a augmenté de 19 200 pour se situer à 108 934 en 2014, en relation avec la hausse du nombre de déposants.

Evolution du nombre de déposants et d'emprunteurs

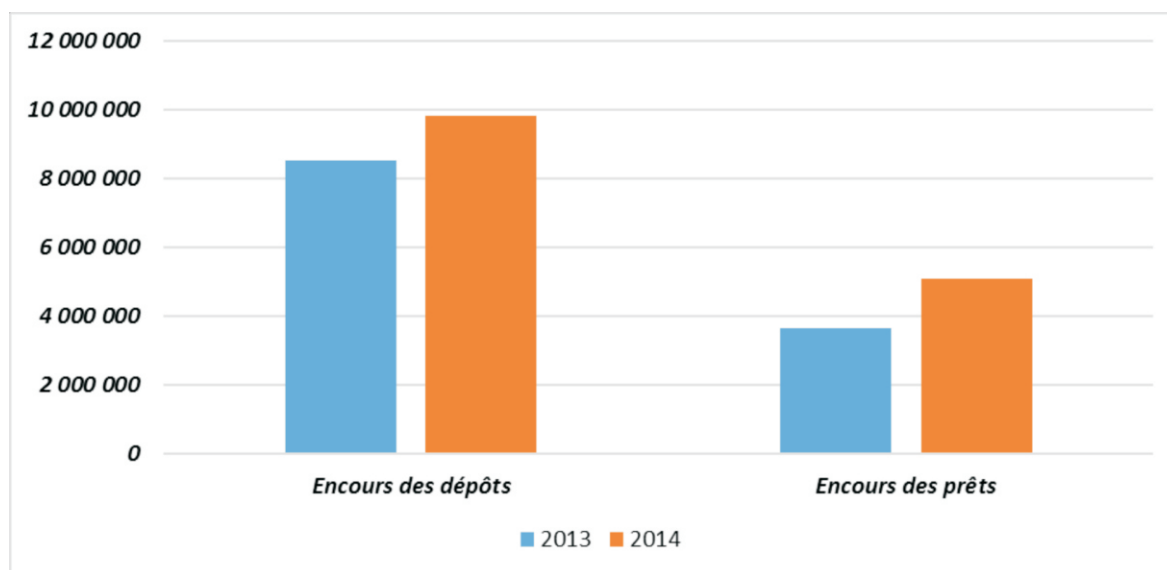


Source : BCRG/DSBP

L'encours des dépôts a enregistré une hausse de GNF 1 294,78 milliards en se situant à GNF 9 811,88 milliards en 2014. Cette évolution reflète le renforcement de confiance dans le système bancaire.

S'agissant de l'encours des prêts, il a augmenté de GNF 1 456,84 milliards pour se situer à GNF 5 099,62 milliards en 2014, en liaison avec la hausse des crédits ordinaires accordés à des sociétés de distribution des produits pétroliers et des BTP.

Evolution de l'encours des dépôts et des prêts



Source : BCRG/DSBP

Le taux de conversion des dépôts en crédit (total crédit rapporté au total des dépôts) a atteint 52 % à fin décembre 2014 contre 42,8 % à fin décembre 2013, cela signifie que plus de la moitié des dépôts bancaires ont été utilisés sous forme de crédits à la clientèle résidente.

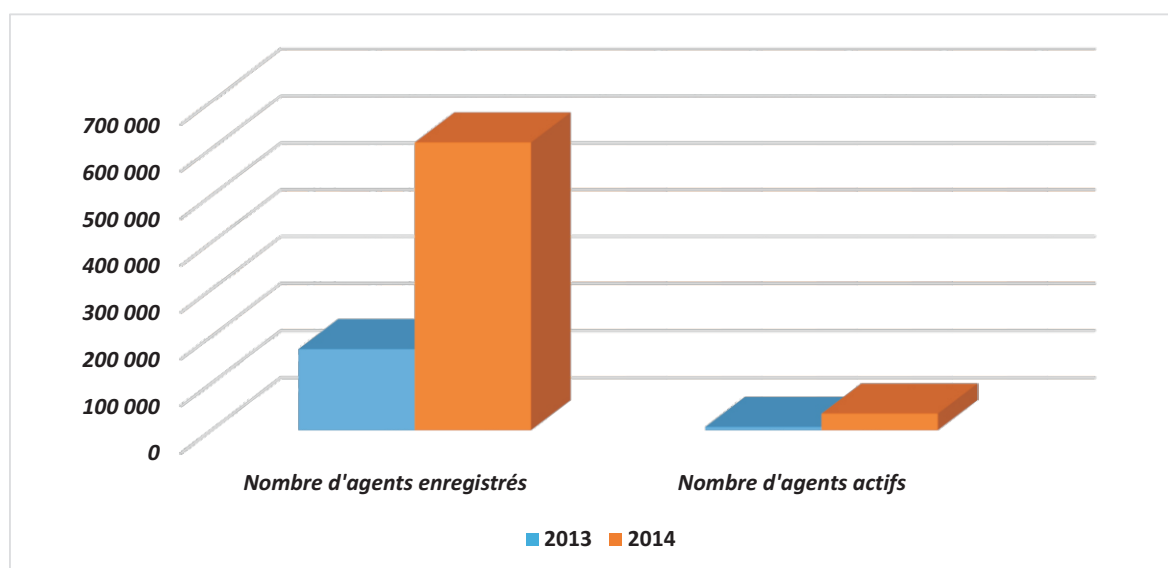
Banques mobiles

Entre 2013 et 2014, le nombre de clients enregistrés est passé de 172 736 à 613 047, soit une hausse de 440 311. Cette évolution s'explique par l'entrée en activité d'un nouvel opérateur téléphonique et aux actions commerciales.

Sur la même période, le nombre d'agents actifs⁶ est passé de 7 000 à 35 365, soit un accroissement de 28 365.

⁶ Le nombre total de clients ayant effectués des transactions (dépôts et/ou retraits) dans les 90 derniers jours

Evolution du nombre d'agents enregistrés et actifs



Source : BCRG/DSBP

S'agissant du montant total des transactions bancaires mobiles, il se chiffre à GNF 104,04 milliards en 2014 contre GNF 5,94 milliards en 2013, soit une hausse de GNF 98,1 milliards, en liaison avec de nouvelles offres (paiements mobiles).

II-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)

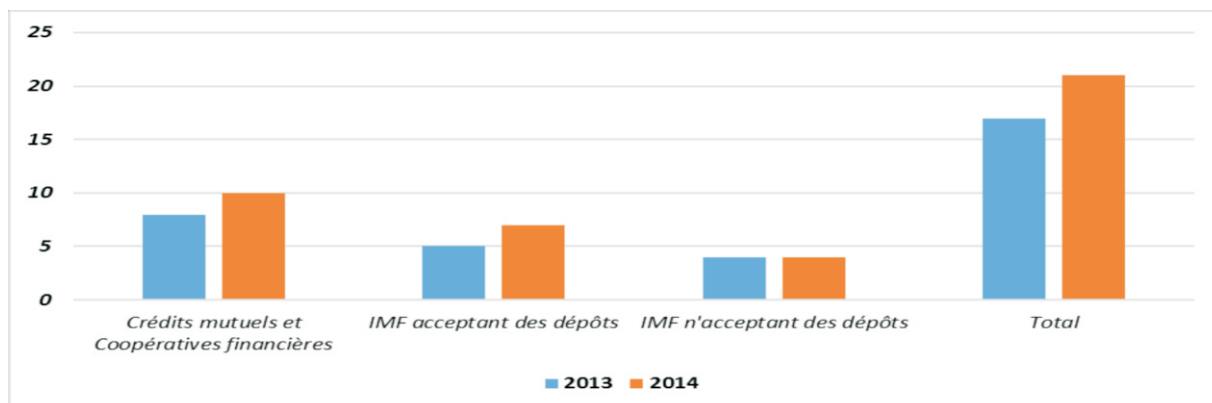
Cette partie offre une vue d'ensemble sur l'extension géographique des IMF (nombre d'IMF et points de services) ainsi que l'utilisation des services financiers (nombre de clients, les encours de dépôts et de crédits).

II-2-1 Extension géographique

Le nombre d'IMF est passé de 17 en 2013 à 21 en 2014. S'agissant de leur répartition par catégorie, l'évolution est la suivante :

- Crédits mutuels et coopératives financières : de 8 en 2013 à 10 en 2014 ;
- IMF acceptant des dépôts : de 5 en 2013 à 7 en 2014 ;
- IMF n'acceptant pas des dépôts : sont restées toujours à 4.

Evolution du nombre d'institutions de microfinance

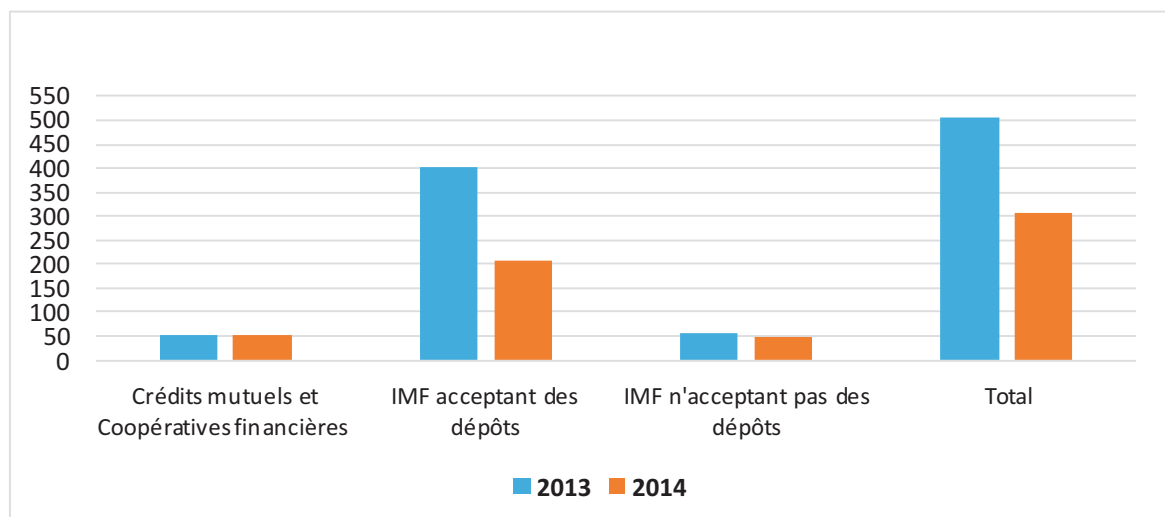


Source : BCRG/DSBP

Le nombre d'agences (ou points de service) opérationnel est de 306 cette année contre 507 guichets l'année précédente. Ce recul s'explique en grande partie par le regroupement des points de services des IMF acceptant des dépôts. Par catégorie d'IMF, l'évolution se présente comme suit :

- Crédits mutuels et coopératives financières : 51 agences en 2014 comme pour 2013 ;
- IMF acceptant des dépôts : 209 agences en 2014 contre 402 agences en 2013 ;
- IMF n'acceptant pas des dépôts : 46 agences en 2014 contre 54 agences en 2013.

Evolution du nombre d'agences



Source : BCRG/DSBP

II-2-2 Utilisation des services financiers 35

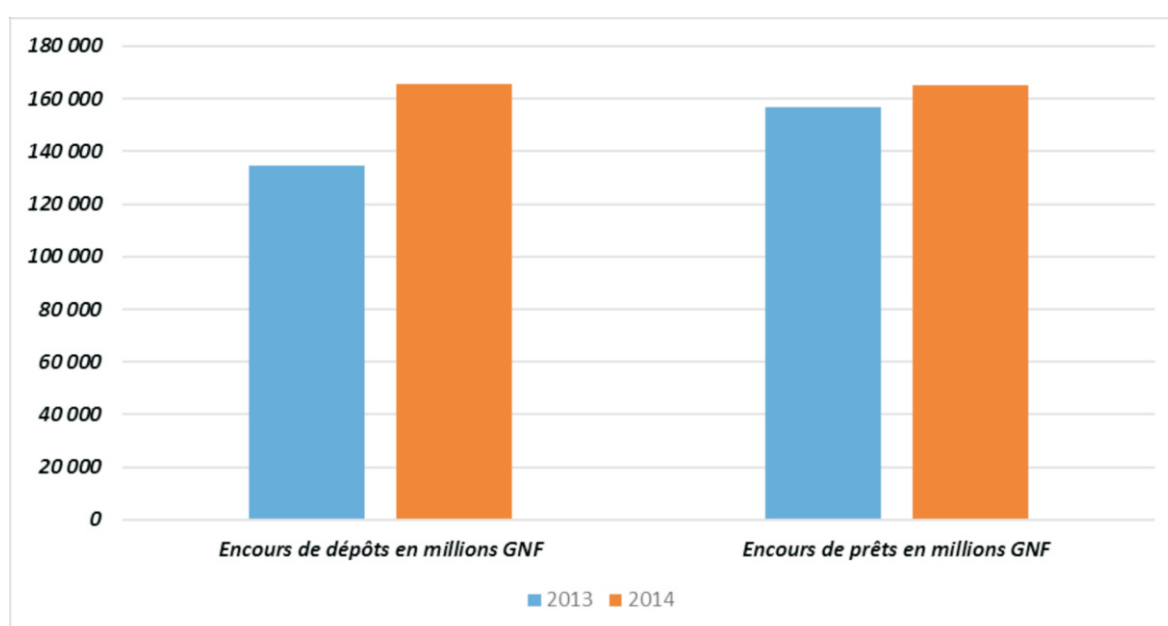
Le nombre de bénéficiaires des services financiers des IMF est passé de 399 923 (dont 350 555 ménages) en 2013 à 423 102 (dont 416 961 ménages) en 2014.

Les dépôts collectés sont passés de GNF 134 milliards en 2013 à GNF 165 milliards en 2014. Cette amélioration est en grande partie due à la 2ème catégorie dont l'encours de dépôts est passé de GNF 99 milliards à GNF 131 milliards sur la période sous revue.

S'agissant de l'encours des prêts, elle s'élève à GNF 164 milliards en 2014 contre GNF 156 milliards en 2013. Par catégorie, la répartition pour 2014 est la suivante:

- 1ère Catégorie: 28 milliards soit une part de 17,5%
- 2ème Catégorie: 116 milliards soit 70,5%
- 3ème Catégorie: 20 milliards soit 12%.

Evolution de l'encours de dépôts et de prêts



Source : BCRG/DSBP

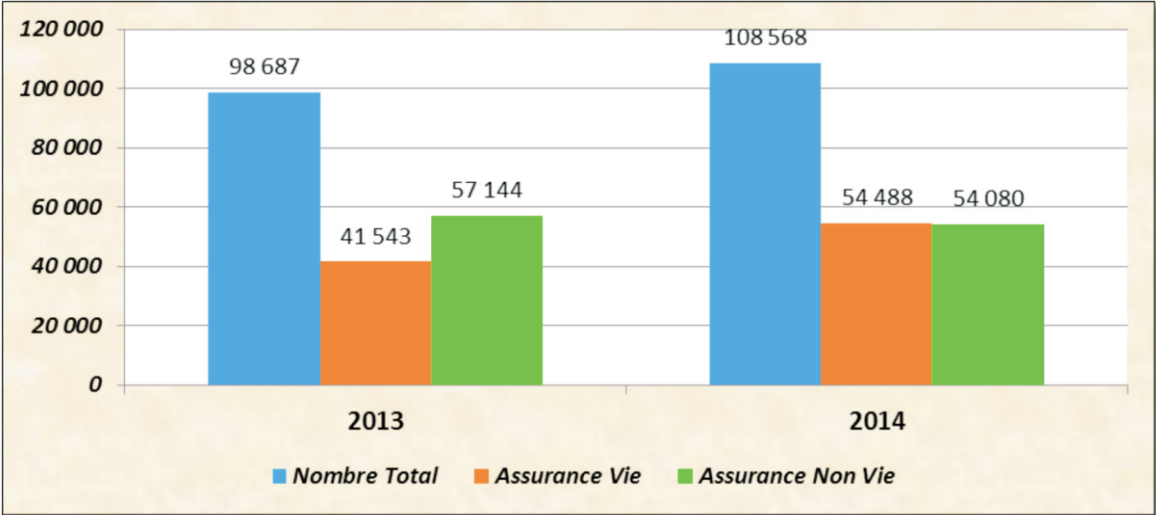
II-3 Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance

Cette partie aborde la question de l'accès aux services financiers à travers les indicateurs suivants: nombre de titulaires de polices d'assurance, nombre de polices d'assurance et l'encours des réserves techniques d'assurance.

Le nombre de titulaires de polices d'assurance est passé de 98 687 à fin 2013 à 108 568 à fin 2014, soit une hausse de 10%. Sur la période, cette évolution est essentiellement due à de nouvelles souscriptions à travers la mise en place de politiques intenses de commercialisation, notamment de produits innovants à long terme dans des sociétés d'assurance-vie.

Le nombre de souscripteurs aux polices d'assurance-vie est de plus en plus grandissant ces trois dernières années. Il se situe à 54 488 en 2014, contre 54 080 pour les titulaires aux polices d'assurance non-vie, représentant environ 50,19% de l'ensemble des souscripteurs.

Nombre de titulaires de polices d'assurance

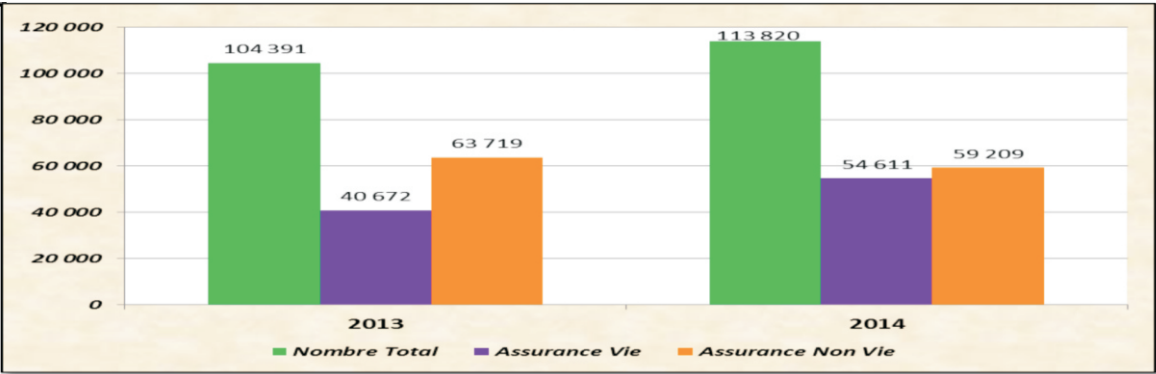


Source : BCRG/DSBP

À fin 2014, le nombre de polices d'assurance s'est situé à 113 820, en hausse de 9% par rapport à 2013. Cet accroissement du portefeuille est consécutif à un gain de confiance des consommateurs sur le secteur des assurances, malgré un environnement économique marqué par l'épidémie à virus Ébola ayant ralenti l'activité de certaines entreprises.

Sur le marché, le nombre de polices d'assurance-vie s'est accru de 13 939 en fin 2014 par rapport à fin 2013. Ainsi leur proportion dans le nombre total de polices d'assurance est passée de 39% en 2013 à 48% en 2014.

Nombre de polices d'assurance



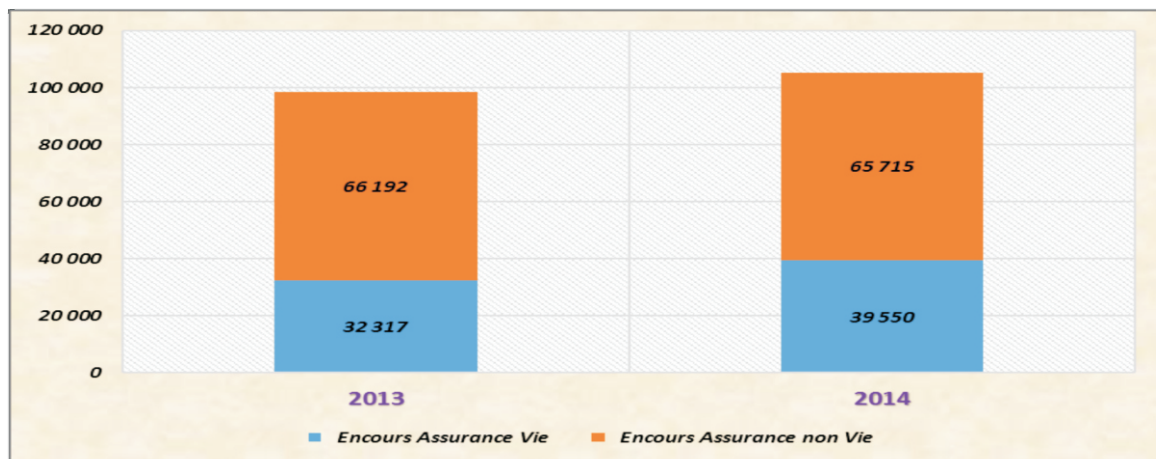
Source : BCRG/DSBP

Les réserves techniques d'assurance ont augmenté entre 2013 et 2014. En effet, elles se situent à GNF 105,27 milliards en 2014 contre GNF 90,51 milliards en 2013, soit une progression de 6,86%.

L'encours des réserves techniques d'assurance vie s'est accru de façon remarquable en passant de GNF 32,32 milliards en 2013 à GNF 39,55 milliards en 2014, soit une hausse de 22,38%.

Pour l'assurance non vie, les réserves techniques se chiffrent à GNF 65,72 milliards en 2014 contre GNF 66,19 milliards en 2013, soit une baisse de 0,72%.

Encours des réserves techniques d'assurance (en millions de GNF)



Source : BCRG/DSBP

L'analyse des principaux indicateurs d'accès aux services financiers en Guinée révèle les principaux éléments suivants :

- ∞ le nombre d'agences bancaires et celui du GAB sont limités et concentrés dans la ville de Conakry ;
- ∞ le nombre de points de service des IMF est relativement élevé ;
- ∞ la hausse des transactions bancaire mobiles ;
- ∞ l'accroissement des crédits ;
- ∞ l'augmentation du nombre de titulaires de polices d'assurance-vie.

Au vu de ces éléments, des efforts devront être fournis pour augmenter l'accès et l'utilisation des services financiers formels. Il s'agit notamment de :

- ∞ élargir le réseau bancaire à l'intérieur du pays ainsi que le nombre de GAB;
- ∞ diversifier les produits et services financiers adaptés aux besoins de la clientèle ;
- ∞ développer les services bancaires mobiles ;
- ∞ mettre en oeuvre la Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI), validée fin 2014 ;
- ∞ poursuivre les actions pour le développement de l'assurance-vie, qui procure une épargne plus longue pour le financement de l'économie.

TROISIEME PARTIE : DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2014

I - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle constitue un instrument indispensable à la connaissance des activités économiques, à la formulation et au suivi de la politique économique. Elle est également un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier.

En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents. Elle est équilibrée, chaque transaction, financière ou non financière, avec un non-résident ayant une contrepartie financière.

I-1- Cadre institutionnel et réglementaire

L'élaboration de la balance des paiements de la Guinée repose sur un cadre institutionnel national et s'appuie sur un cadre conceptuel et méthodologique du FMI.

I-1-a- Loi L/2014/016/AN :

L'établissement de la balance des paiements en Guinée est précisé par la loi N° L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Selon l'article 27 de ce statut, la Banque Centrale de la République de Guinée est l'institution chargée d'élaborer la balance des paiements et la position extérieure de la Guinée. A cet effet, tous les résidents du territoire économique de la Guinée doivent, rendre compte à la Banque Centrale de toutes les opérations effectuées avec les non-résidents.

I-1-b- La loi statistique :

Les renseignements recueillis au cours d'un Recensement, d'une Enquête, revêtus du visa de l'article 5 de la loi statistique, notamment ceux ayant trait à la vie privée

des personnes recensées ou enquêtées, sont CONFIDENTIELS. Ils ne peuvent en aucun cas être divulgués ou utilisés à des fins politiques, de contrôle fiscal, de répression économique ou de poursuite judiciaire, conformément à l'article 7 de la loi L/5/047/CTRN du 29 août 1995.

I-1-c- L'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB

A l'échelle nationale, la validation de la balance des paiements est précisée par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements (CNTHBP).

Le CNTHBP est l'organe de validation des comptes extérieurs de la Guinée. Il a été institué par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB du 28 octobre 2014.

Cet organe est présidé par la Banque Centrale et la coordination est assurée par la Direction Générale des Etudes et Statistiques. Il comprend notamment les représentants de :

- Ó la Primature ;
- Ó la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements (BCRG) ;
- Ó la Direction Nationale du Budget ;
- Ó la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité ;
- Ó la Direction Générale des Douanes ;
- Ó la Direction Nationale de la Dette Publique et de l'Aide au Développement ;
- Ó la Direction Nationale du Plan ;
- Ó l'Institut National de la Statistique (INS);
- Ó le Bureau d'études et de stratégie du Ministère des Mines et de la Géologie;
- Ó la Direction Nationale de la Coopération ;
- Ó la Direction Nationale du Commerce Extérieur et de la Compétitive et ;
- Ó l'Office National du Tourisme.

Ce Comité arrêté et valide annuellement les statistiques de la balance des paiements.

Les comptes extérieurs de la Guinée sont actuellement produits trimestriellement. Ces balances des paiements trimestrielles permettent de consolider la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. La balance des paiements annuelle est publiée sur support papier et sur le site web de la Banque Centrale de la République de Guinée (www.bcr-guinee.org). Elle est également communiquée au Département des statistiques du FMI pour publication.

I-2- Conventions d'enregistrement des transactions :

En Guinée, la procédure d'élaboration des statistiques de balance des paiements est inspirée principalement des normes internationales notamment, la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements publiée par le Fonds Monétaire International (FMI) en 1993. Toutefois, la Banque Centrale de la République de Guinée est entrain de mettre en place un dispositif technique et méthodologique qui facilitera le passage du cinquième manuel au sixième manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale qui est en cours de finalisation.

Le manuel de la balance des paiements décline la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.

La balance des paiements est traditionnellement présentée du point de vue de la Nation, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges entre la Guinée et l'extérieur sont présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle (échanges de biens, de services et des paiements de revenus). Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense. Dans le compte financier, un chiffre positif reflète une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financières ou monétaires. Un chiffre négatif représente une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements. Un chiffre négatif au titre des avoirs de réserve signifie une augmentation des réserves.

Pour l'établissement de la balance des paiements, les principes comptables clés portent sur la partie double, le moment d'enregistrement des opérations, l'évaluation des transactions et l'unité de compte utilisée.

I-2-a- Le principe de la partie double :

Toute transaction doit donner lieu à deux inscriptions de montants égaux, l'une au crédit et l'autre au débit. On affecte le signe plus (+) aux montants inscrits au crédit et le signe négatif (-) aux montants inscrits au débit. Avec le principe de la partie double, la somme des montants inscrits au débit doit être égale à celle des montants inscrits au crédit. Par conséquent, la somme de toutes les transactions est égale à zéro. De ce point de vue, la balance des paiements est toujours équilibrée.

I-2-b- Le principe d'évaluation :

La base d'évaluation des transactions est le prix de marché convenu entre les agents économiques. En cas de troc, il est recommandé de recourir à des valeurs de substitution, par exemple une cotation courante sur le marché.

I-2-c- Le principe d'unité de compte:

Etant donné que les transactions entre les résidents guinéens et les non-résidents peuvent se régler dans plusieurs monnaies, et pour faciliter les comparaisons avec les autres pays membres du FMI, la BCRG a adopté l'enregistrement des opérations en dollar dans la balance des paiements. Pour les structures qui remplissent leurs questionnaires en franc guinéen, un taux de change moyen est utilisé pour faire la conversion en dollar.

I-3- Sources des données :

La méthode de collecte des données utilisée par la Banque Centrale de la République de Guinée est conforme aux règles et principes édictés par la cinquième édition du manuel de la balance des paiements publiée en 1993 par le FMI.

Elle s'appuie également sur le Guide pour l'établissement de la balance des paiements et le Précis de la balance des paiements parus respectivement en 1995 et 1997, pour compléter le manuel 5 de la balance des paiements.

Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents.

I-3-a- L'Administration publique :

- Ó le Ministère d'Etat chargé de l'Economie et des Finances ;
- Ó le Ministère délégué au Budget ;
- Ó le Ministère d'Etat des Mines et de la Géologie ;
- Ó le Ministère du Plan ;
- Ó le Ministère du Commerce ;
- Ó le Ministère de la Coopération ;
- Ó le Ministère du Tourisme ;
- Ó le Port Autonome ;
- Ó la CNSS et ;
- Ó la Direction Générale des Douanes.

I-3-b- Les sociétés financières:

- Ó la BCRG (Banque Centrale de la république de guinée) ;
- Ó les Banques Commerciales ;
- Ó les Assurances et ;
- Ó les Sociétés de transferts d'argent.

I-3-c- Les sociétés non financières :

- Ó les sociétés minières ;
- Ó les complexes hôteliers ;
- Ó les compagnies d'assurance ;
- Ó les sociétés de transfert d'argent ;
- Ó les sociétés de télécommunication ;
- Ó les sociétés industrielles non minières ;
- Ó les agences de voyage ;
- Ó les sociétés de construction et BTP;
- Ó les sociétés Portuaires et Aéroportuaires ;
- Ó les Universités et Grandes écoles ;
- Ó les Hôpitaux et Cliniques ;
- Ó divers organes et directions de l'Etat ;

I-3-d- Les représentations diplomatiques et institutions internationales:

- Ó l'Ambassade de la France ;
- Ó l'Ambassade de l'Allemagne ;
- Ó l'Ambassade des Etats Unis ;
- Ó l'Ambassade du Mali ;
- Ó l'Ambassade de la Chine ;
- Ó le Fonds Monétaire International ;
- Ó l'Agence Française de Développement ;
- Ó le Système des Nations Unies ;
- Ó la Banque Mondiale ;
- Ó l'Union Européenne ;
- Ó l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- Ó la FAO ;
- Ó le PAM, etc.

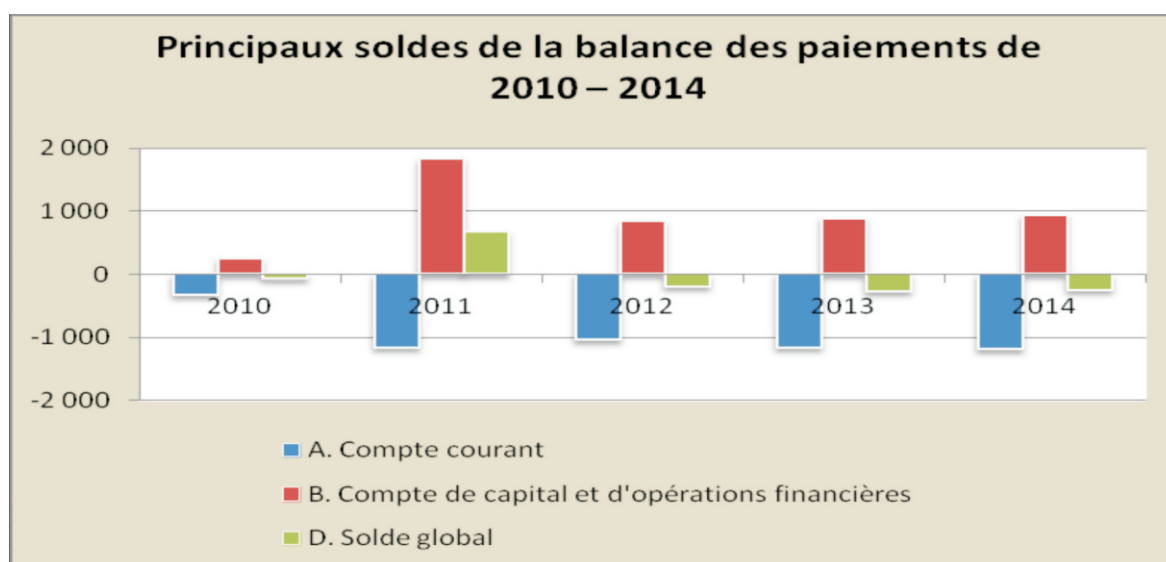
Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre concerné, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur au cours du trimestre, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements.

Les questionnaires sont adressés aux agents économiques par courrier à la fin de chaque trimestre. Concernant les organes et Directions de l'Etat et les institutions internationales, certaines informations sont collectées directement par les services techniques de la Banque Centrale de la République de Guinée.

II- Evolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2014

En 2014, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de USD 249,44 millions (3,44% du PIB), contre un solde global déficitaire de USD 271,56 millions en 2013, soit une amélioration de 8,15%

Cette amélioration du solde global résulte de l'augmentation des flux nets enregistrés au niveau des comptes de capital et d'opérations financières qui ont comblé en grande partie le déficit du compte des transactions courantes.

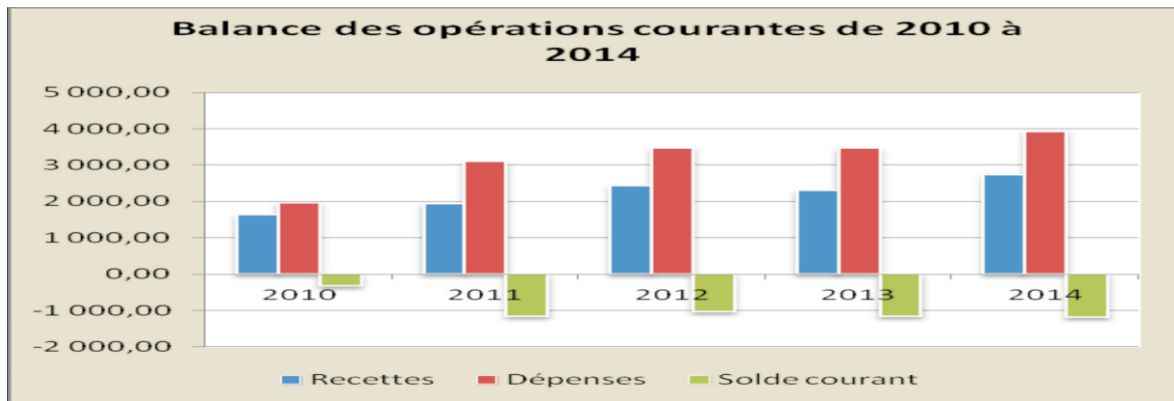


Source : Annexe 14

II-1- Compte des transactions courantes et de ses composantes

Le compte des transactions courantes s'est soldé par un déficit de USD 1 188,65 millions contre un déficit de USD 1 160,95 millions en 2013, soit une augmentation de 2,39% attribuable en grande partie à la détérioration de la balance commerciale. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit courant est évalué à 16,38%.

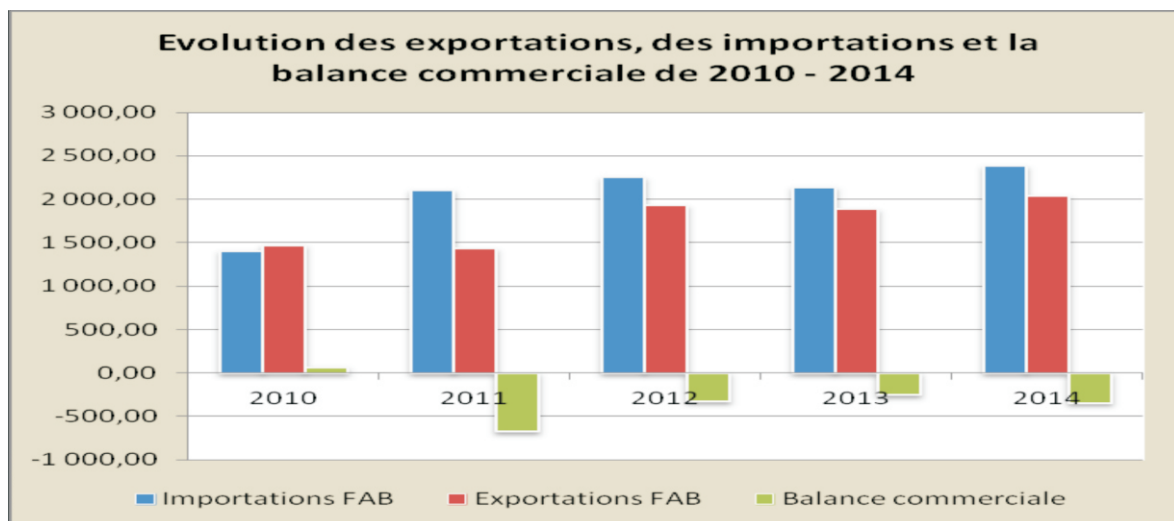
En effet, la balance commerciale est passée d'un déficit de USD 252,79 millions en 2013 à un déficit de USD 345,02 millions en 2014, soit une dégradation de 36,48%.



Source : Annexe 18

II-1- a- Balance commerciale

En 2014, la balance commerciale est ressortie déficitaire de USD 345,02 millions contre un déficit de USD 252,79 millions en 2013, soit une dégradation de 36,48% due à une augmentation plus marquée des importations (11,48%) par rapport aux exportations (8,13%). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est détérioré de 2,65 points de pourcentage en s'établissant à 85,53% en 2014 contre 88,18% en 2013.



Source : Annexe 19

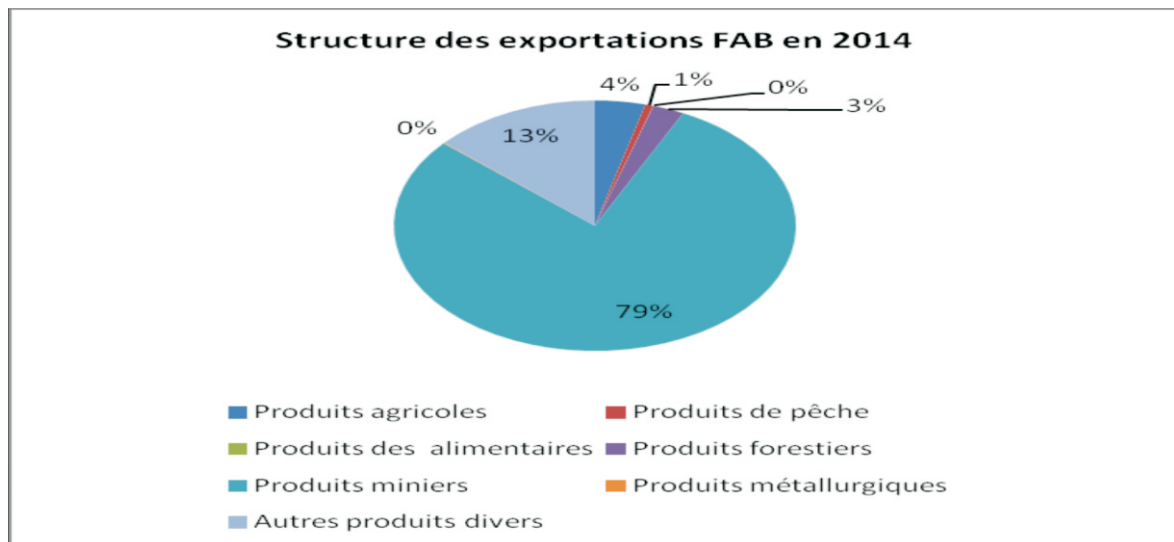
a- Exportations

Les exportations FAB se sont situées à USD 2 039,56 millions contre USD 1 886,26 millions en 2013, soit une hausse de 8,13% due en grande partie à l'augmentation du volume et de la valeur des produits agricoles et des produits miniers exportés au cours de la période sous revue.

En effet, le volume des produits agricoles (café, cacao, huile de palme, coton etc.) est passé de 29,92 millions de kg en 2013 à 33,18 millions kg en 2014 et leur valeur

s'est située à USD 82,44 millions en 2014 contre USD 18 millions en 2013, soit une augmentation de USD 64,44 millions due en grande partie à l'évolution favorable des prix de ces produits au niveau international.

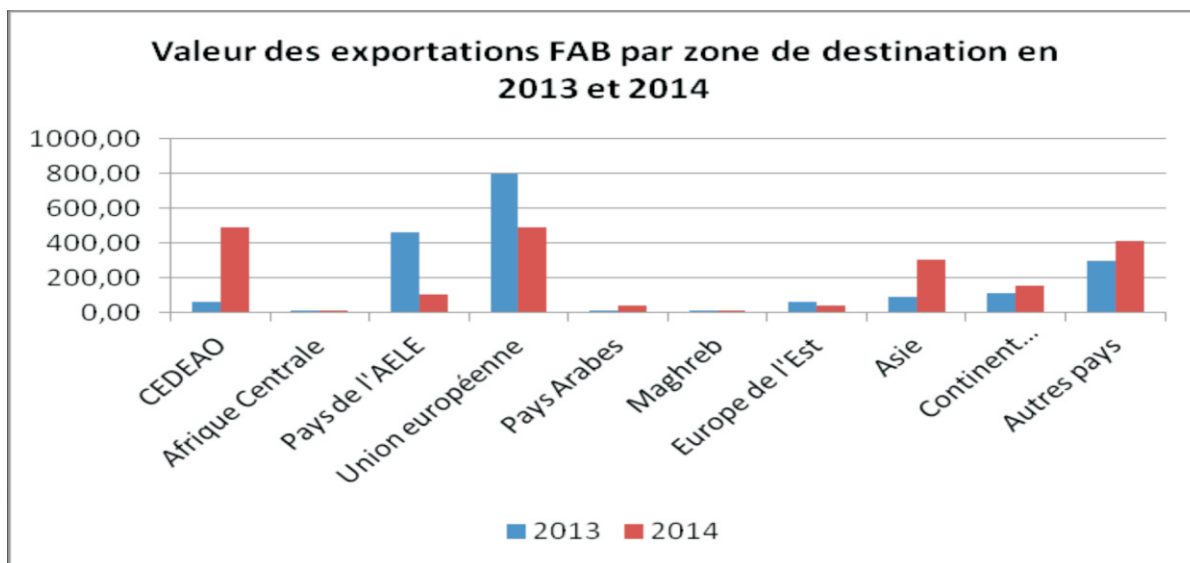
S'agissant des produits miniers (bauxite brute, diamant, or), leur volume est passé de 15 310, 82 tonnes métriques en 2013 à 19 839,94 tonnes métriques en 2014 et leur valeur s'est située à USD 1 615,20 millions contre USD 1 468,69 millions en 2013, soit une hausse de 9,98% due essentiellement à l'évolution favorable du prix de l'or sur le marché international.



Source: Annexe 17

La structure ci-dessus indique une part (plus de 79%) importante des produits miniers dans les exportations de la Guinée. Cette situation explique en grande partie la dépendance de l'économie guinéenne aux variations du cours des produits miniers (bauxite, or et diamant) sur le marché international.

Les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Union européenne, les pays de l'AELE (Suisse), l'Europe de l'Est (Russie, Ukraine). La part des exportations en direction des pays de la CEDEAO dans le total des exportations s'est améliorée de 20,73 points de pourcentage en s'établissant à 24% contre 3,27% en 2013. La valeur de ces exportations est passée de USD 61,61 millions en 2013 à USD 489,52 millions en 2014.



Source : Annexe 15

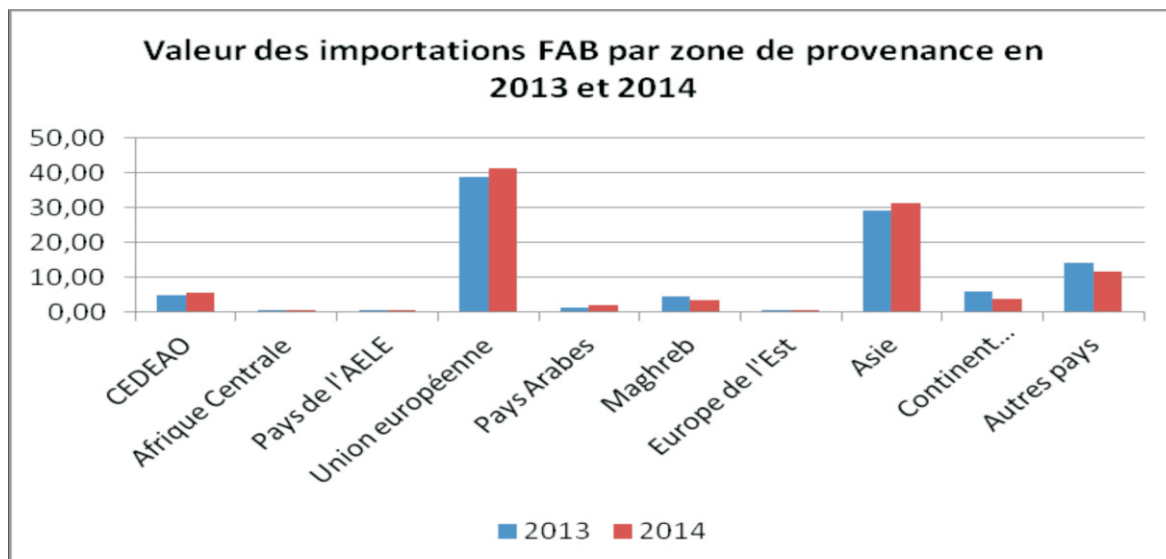
b - Importations

Les importations FAB se sont situées à USD 2 384,58 millions contre 2 139,05 millions en 2013, soit une augmentation de 11,48% due en grande partie à la hausse de la valeur des produits alimentaires (riz, viande, lait, jus, beurre etc.), du matériel électrique (lampes, appareils d'éclairage, groupes électrogènes etc.), des produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, voitures, pièces etc.) et des produits pétroliers (essence, gazoles, lubrifiants etc.).

En effet, la valeur des produits alimentaires importés est passée de USD 468,67 millions en 2013 à USD 561,69 millions en 2014, soit une augmentation de 19,85%.

La valeur du matériel électrique a augmenté de 88,57% pour se situer à USD 156,25 millions contre USD 82,86 millions en 2013. La valeur du matériel d'automobile est passée de USD 127,04 millions en 2013 à USD 135,30 millions en 2014, soit une hausse de 6,50%.

Quant aux produits pétroliers importés, leur valeur s'est située à USD 613,73 millions en 2014 contre USD 519,97 millions en 2013, soit une hausse de 19,19%. Les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques guinéens sont l'Union européenne (Belgique, Hollande etc.), les pays d'Asie (Chine, Vietnam etc.), le Continent américain et les autres pays. Les importations en provenance des pays de la CEDEAO ne représentent que 5,50% du total des importations.



Source: Annexe 16

Encadré 2 : Indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit plusieurs indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe le taux de couverture du commerce extérieur et le degré d'ouverture.

1. Taux de couverture du commerce extérieur (TCCE)

Le taux de couverture du commerce extérieur est mesuré par la balance commerciale. Il correspond au rapport des exportations (X) sur les importations (M) des biens.

$$TCCE = X/M * 100$$

Ce taux permet de mieux juger les performances du commerce extérieur d'un pays dans la mesure où il est indépendant du niveau des échanges et de la balance commerciale. Il indique la part des importations financées par les exportations.

Tableau 1 : Evolution du Taux de couverture du commerce extérieur de la Guinée de 2010 à 2014

Rubrique	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
En millions de dollars US					
Exportations(X)	1471,17	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56
Importations (M)	1404,92	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58
TCCE	104,74%	68,04%	81,34%	88,18%	85,53%

Source BCRG/DGES/DSBP

Sur les cinq dernières années, le taux de couverture du commerce extérieur s'est détérioré de 19,21 points de pourcentage pour se situer à 85,53% en 2014 contre 104,74% en 2010. En 2014, les devises rapportées par les exportations ont couvert 85,53% des devises nécessaires au paiement des importations.

2. Le Taux ou le Degré d'ouverture (DO)

Le degré d'ouverture mesure la part du commerce international du pays dans le PIB. Il est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur des échanges est mesurée comme la moyenne des exportations et des importations des biens et services.

$$DO = ((\text{exportations} + \text{importations})/2)/\text{PIB} * 100$$

Tableau 2 : Evolution du degré d'ouverture de la Guinée de 2010 à 2014

Rubrique	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
	En millions de dollars US				
Exportations des biens et services	1533,58	1510,10	2090,63	1989,79	2147,99
Importations des biens et services	1800,45	2677,55	3317,25	2833,43	3041,84
PIB courant	4522,80	5002,41	5743,99	6512,41	6592,05
Degré d'ouverture	37%	42%	47%	37%	39%

Source: BCRG/DGES/DSBP

Le degré d'ouverture a augmenté de 2 points de pourcentage sur les cinq dernières années pour se situer à 39% en 2014 contre 37% en 2010. Cette évolution indique que l'économie guinéenne s'est davantage ouverte sur l'extérieur et par conséquent, elle reste extravertie puisque son degré d'ouverture s'est situé en moyenne à 38% sur les cinq années.

II-1-b- Balance des services

La balance des services est ressortie déficitaire de USD 548,83 millions en 2014 contre un déficit de USD 590,85 millions en 2013, soit un recul de 7,11% dû en grande partie à la baisse plus marquée des dépenses liées aux :

- Ó services de voyage ;
- Ó divers services techniques reçus par les entreprises et les sociétés résidentes et;
- Ó services d'informatiques.

En effet, les dépenses liées aux services de voyage sont passées de USD 49,95 millions en 2013 à USD 9 millions en 2014, soit une baisse de 81,98% due essentiellement à la restriction de voyages et à l'isolement de la Guinée par certaines compagnies aériennes suite à l'épidémie Ebola.

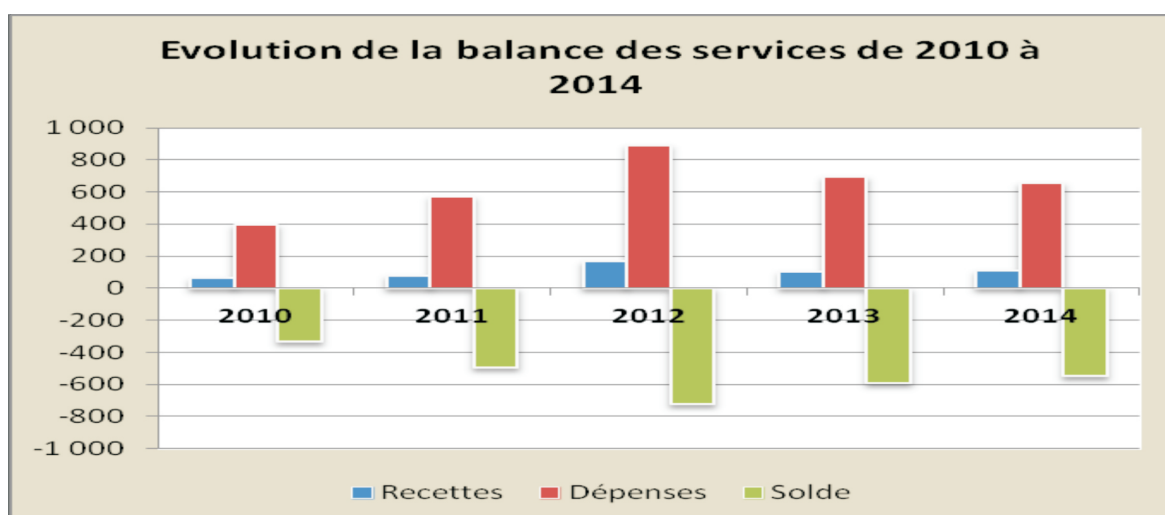
Evolution de la balance des services de voyage 2013 à 2014 (en millions USD)

Année 2013			
Rubrique	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Voyages à titre professionnel	0	10,95	-10,95
Voyages à titre personnel (santé, éducation, autres)	0	38,81	-38,81
Total	0	49,76	-49,76
Année 2014			
Rubrique	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Voyages à titre professionnel	0	4,4	-4,4
Voyages à titre personnel (santé, éducation, autres)	0,12	4,6	-4,48
Total	0,12	9	-8,88

Source: BCRG/DGES/DSBP

Quant aux dépenses liées aux divers services (juridiques, comptables, audits, conseils en gestion, publicité etc.), elles sont passées de USD 175,89 millions en 2013 à USD 167,58 millions en 2014, soit une baisse de 8,41% due en grande partie à la baisse des activités dans certaines grandes sociétés minières suite à l'épidémie Ebola que la Guinée a connue au cours de la période sous revue.

S'agissant des dépenses liées aux services d'informatique, elles se sont situées à USD 7,71 millions contre USD 23,75 millions en 2013, soit une baisse de 67,54%.

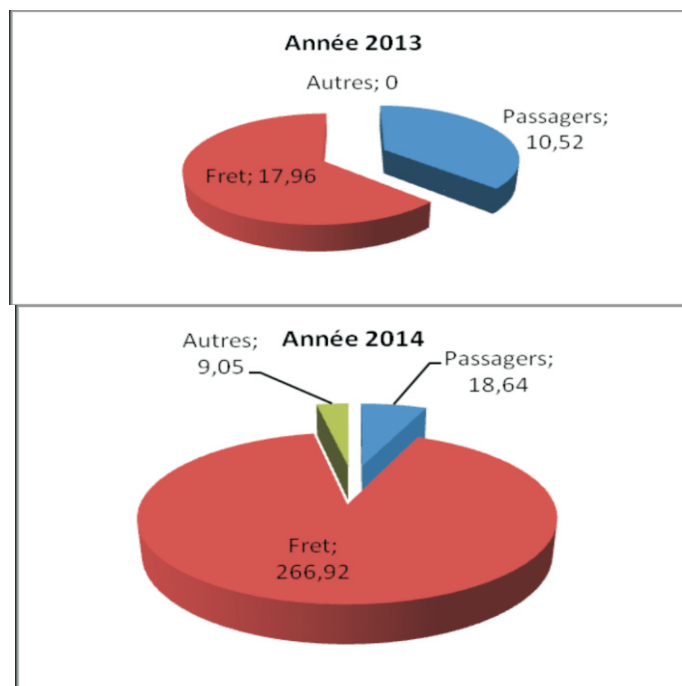


Source: Annexe 20

Dans le déficit de la balance des services, le transport maritime pèse pour 45,64%, le transport aérien pour 8,03%, les services de voyage pour 1,62%, les services d'assurance pour 7,05%, les divers services techniques reçus de l'étranger par les entreprises guinéennes pour 28,92%, les autres services (communication, informatiques, financiers etc.) pour 8,74%.

La balance des services de transport est ressortie déficitaire de USD 294,46 millions contre un déficit de USD 286,64 millions en 2013, soit une hausse de 2,73% attribuable pour l'essentiel à l'augmentation de la valeur des importations des biens enregistrée au cours de la période sous revue. L'essentiel du transport des biens importés de la Guinée est assuré par les navires étrangers.

Composantes des services de transport (en millions de dollars USD)



Source: Annexe 21

En 2014, le Port Autonome de Conakry a enregistré 178 porte-conteneurs, 120 chalutiers, 78 minéraliers, 87 cargos conventionnels, 60 rouliers, 15 porte-barges, 50 tankers et 20 vraquiers. Tous ces navires battent des pavillons étrangers et importent et exportent des marchandises générales pour le compte des opérateurs économiques guinéens. Ce qui explique le poids plus marqué du transport maritime et du fret maritime payé par la Guinée.

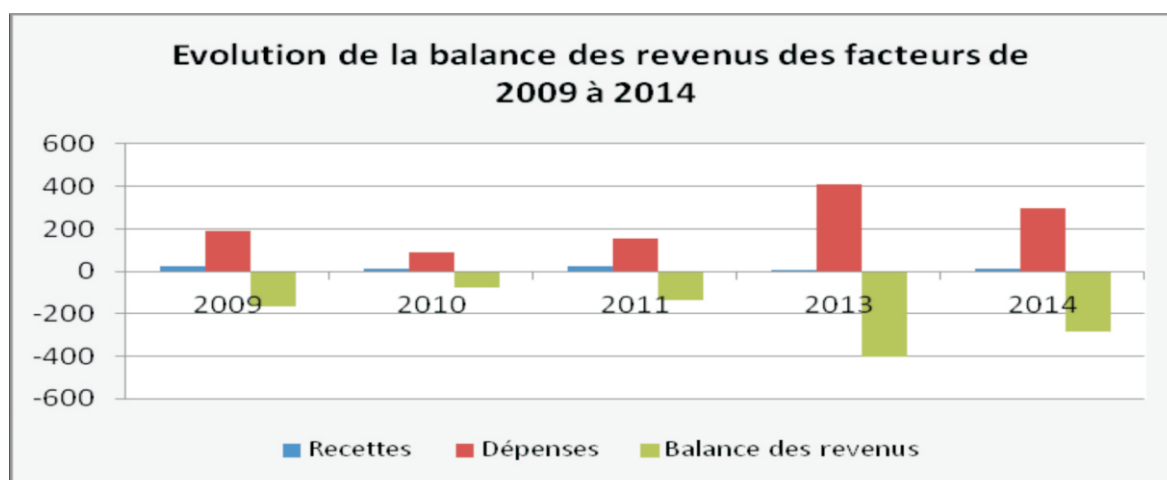
II-1-c- Balance des revenus

La balance des revenus des facteurs est ressortie déficitaire de USD 284,14 millions contre un déficit de USD 405,16 millions en 2013, soit un recul de 29,87% dû à une baisse considérable :

- Ó des revenus (salaires) payés aux travailleurs temporaires non-résidents par les entreprises guinéennes et ;
- Ó des revenus des investissements directs versés par les entreprises guinéennes aux investisseurs étrangers.

En effet, les revenus versés aux salariés temporaires et saisonniers non-résidents par les entreprises guinéennes sont passés de USD 11,88 millions en 2013 à USD 4,85 millions en 2014, soit une baisse de 59,52% due au ralentissement des activités enregistré dans certaines grandes sociétés et projets miniers au cours la période sous revue.

S'agissant des revenus (bénéfices, des dividendes et des intérêts) versés aux investisseurs étrangers par les sociétés guinéennes, ils sont passés de USD 396,82 millions en 2013 à USD 291,11 millions en 2014, soit une baisse de 26,64%.



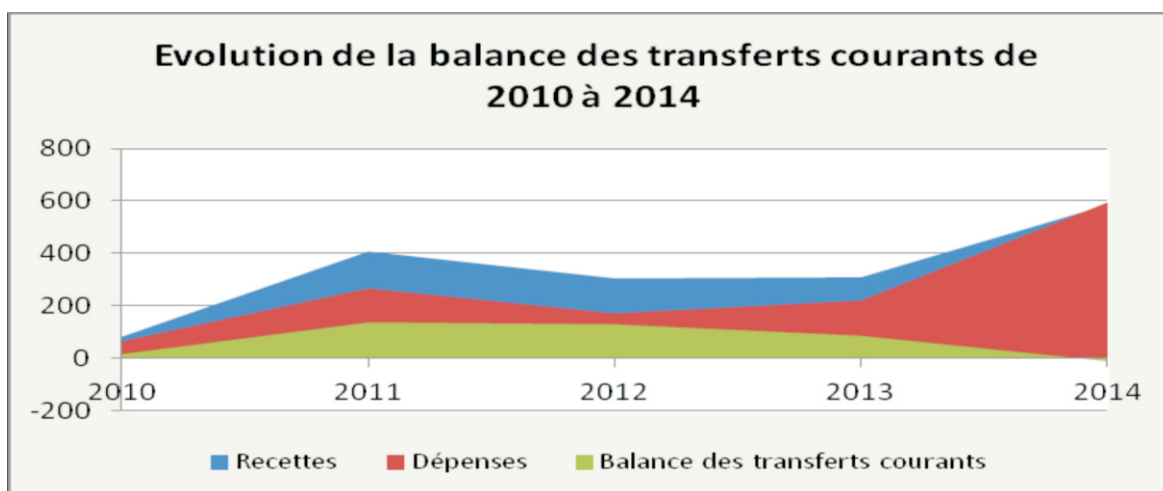
Source: Annexe 24

II-1-d- Balance des transferts courants

La balance des transferts courants s'est soldée par un déficit de USD 10,66 millions contre un excédent de USD 87,85 millions en 2013. Cette situation est essentiellement due à la hausse considérable des frais médicaux et d'évacuations sanitaires et des frais de scolarisés des guinéens à l'étranger payés à l'étranger par les guinéens.

En effet, les fonds transférés à l'extérieur par les guinéens sont passés de USD 68,58 millions en 2013 à USD 113,33 millions en 2014, soit une hausse de 65,25%.

Malgré ce déficit de la balance des transferts courants, on assiste à une augmentation des dons en espèce et en nature accordés par les institutions internationales aux associations et ONG locales. Ils sont passés de USD 138,44 millions en 2013 à USD 266,32 millions en 2014, soit un accroissement de 92,37%.

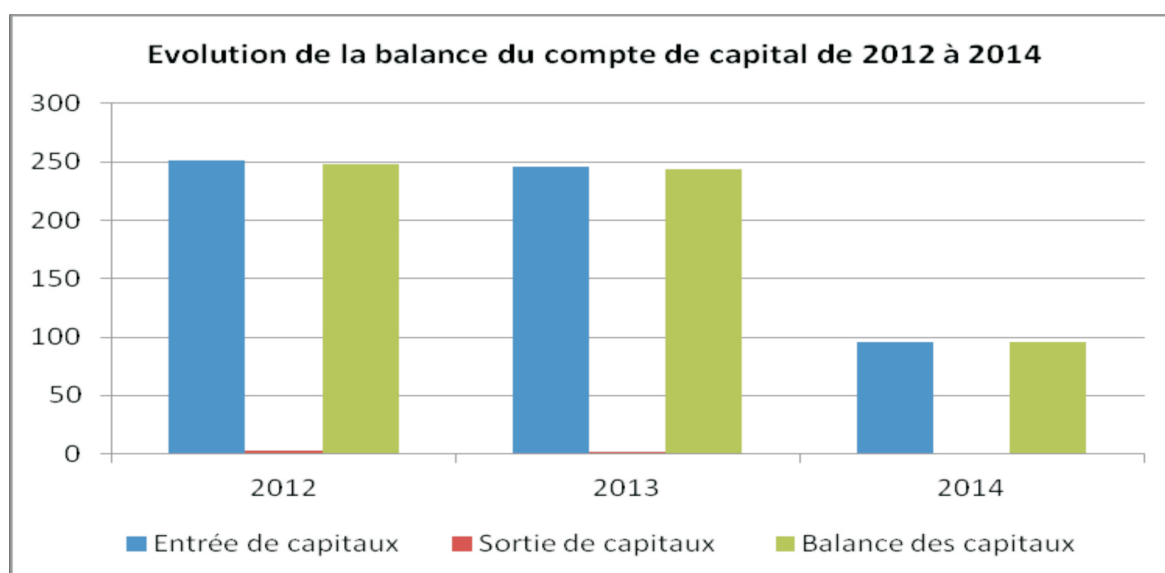


Source: Annexe 25

Comme indiqué plus haut, le déficit du compte des transactions courantes a été financé en grande partie par un flux net de capitaux retracé dans le compte de capital et le compte des opérations financières.

II- 2- Compte de capital

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de USD 95,85 millions contre un excédent de USD 243,75 millions en 2013, soit une baisse de 60,68%. Cette situation s'explique en grande partie par la baisse des dons projets dont l'Etat guinéen a bénéficiés auprès de ses partenaires financiers et bilatéraux suite à l'épidémie Ebola qui a secoué le pays au cours de l'année 2014.



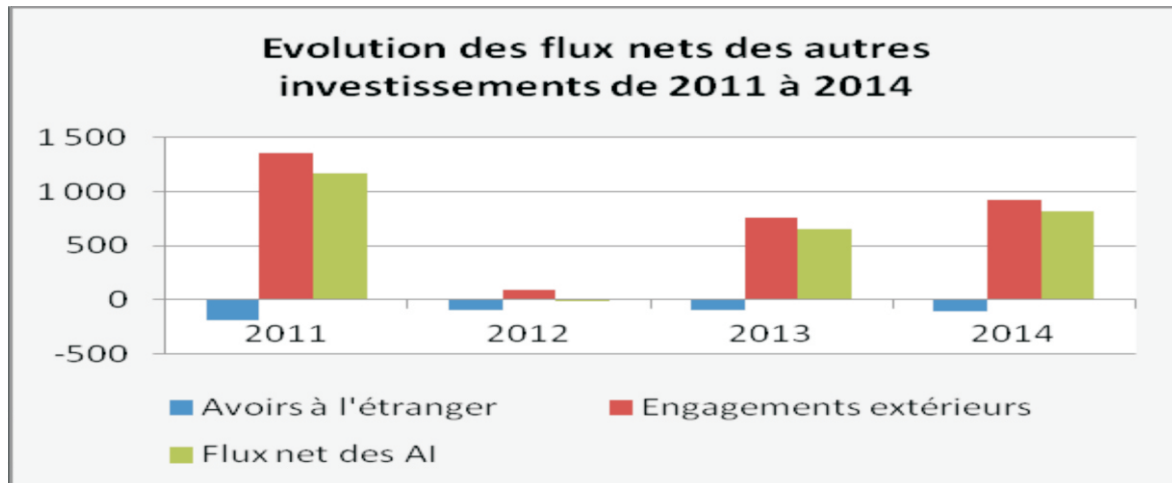
Source: Annexe 23

II-3- Compte d'opérations financières

Le compte des opérations financières (IDE, autres investissements etc.) s'est soldé par un excédent de USD 843,60 millions contre USD 791,20 en 2013, soit une

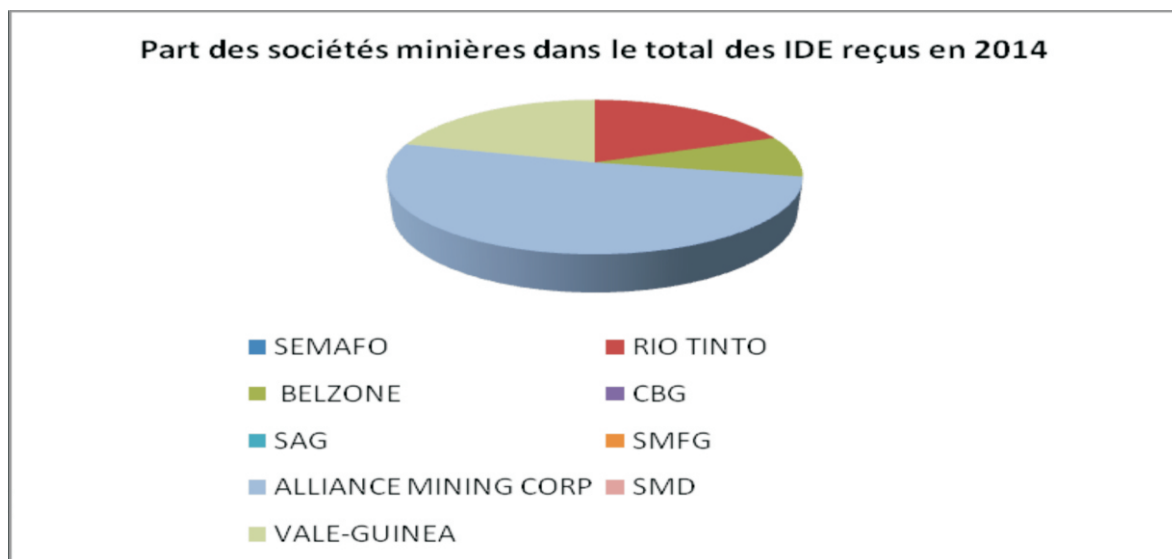
hausse de 6,62% due en grande partie à une forte augmentation des engagements inhérents aux autres investissements (crédits, prêts commerciaux, avances et acomptes, comptes à payer des sociétés guinéennes vis-à-vis des fournisseurs et partenaires non résidents).

En effet, les engagements des entreprises guinéennes vis-à-vis de leurs partenaires non-résidents sont passés de USD 757,0 millions 2013 à USD 918,54 millions en 2014, soit un accroissement de 21,34%.



Source: Annexe 26

S'agissant des investissements directs étrangers (IDE), leur flux net est passé de USD 132,90 millions en 2013 à USD 30,08 millions en 2014, soit un recul considérable de 77,37% dû en grande partie au ralentissement notoire des activités et des investissements observé dans les grandes sociétés minières (surtout Rio Tinto) installées en Guinée. Ce ralentissement des activités dans les sociétés minières est la conséquence immédiate de l'impact de la fièvre hémorragique à virus Ebola que le pays a connu au cours de la période sous revue.



Source: Annexe 27

II- 4- Solde global

En 2014, les échanges de la Guinée avec le reste du monde se sont traduits par un solde global déficitaire de USD 249,44 millions contre un déficit de USD 271,56 millions en 2013, soit une amélioration de 8,15% due en grande partie à une forte augmentation des flux des autres investissements enregistrés dans le compte financier qui ont comblé une grande partie du déficit du compte des transactions courantes.

Le déficit du solde global a été financé en grande partie par :

- Ó un rééchelonnement de la dette extérieure : USD 17,90 millions;
- Ó un tirage sur nouveaux emprunts fait par l'Etat au cours de la période : USD 190,36 millions et ;
- Ó un prélèvement sur les avoirs de réserve pour USD 42,36 millions.

Encadré 3 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit d'autres indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe la propension à exporter et à importer, le marché intérieur et le taux de pénétration du marché intérieur.

3. La propension à exporter

La propension à exporter mesure l'effort d'exportation du pays. Il indique la part du PIB du pays consacrée à satisfaire la demande étrangère. $PE = X/PIB * 100$

Tableau 1 : Evolution de la propension à exporter de la Guinée de 2010 à 2014

Rubrique	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
	En millions de dollars US				
Exportations des biens	1471,17	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56
PIB courant	4522,80	5002,41	5743,99	6512,41	6592,02
Propension à exporter	33%	29%	34%	29%	31%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MP

Sur les cinq dernières années, la propension à exporter de la Guinée a évolué en moyenne de 31%. En 2014, la part du PIB consacrée à satisfaire la demande étrangère est de 31% contre 33% en 2010, soit une baisse de 2 points de pourcentage

2. La propension à importer

La propension à importer mesure la part de l'offre extérieure dans le PIB. Elle indique la part de l'offre extérieure consacrée à satisfaire la demande intérieure d'un pays.

$$PI = M/PIB * 100$$

Tableau 2 : Evolution de la propension à importer de la Guinée de 2010 à 2014

Rubrique	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
	En millions de dollars US				
Importations des biens	1404,92	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58
PIB courant	4 522,80	5002,41	5743,99	6512,41	6592,02
Propension à importer	31%	42%	41%	33%	36%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MP

3. Le marché intérieur

Le marché intérieur (absorption) représente la production augmentée des importations et diminuée des exportations. Il mesure la demande intérieure apparente d'un pays. Il peut être calculé par produit. Il permet également de déterminer le taux de pénétration du marché d'un pays

$$MI = Production + M - X$$

Tableau 3 : Evolution du marché intérieur de la Guinée de 2010 à 2014

Rubrique	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>En millions de dollars US</i>				
PIB courant	4522,80	5002,41	5743,99	6512,41	6512,41
Importations des biens	1404,92	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58
Exportations des biens	1471,17	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56
Marché intérieur (absorption)	4456,55	5675,26	6186,25	6765,20	6937,04

Source : BCRG/DGES/DSBP et MP

4. Le Taux de pénétration du marché intérieur

Le taux de pénétration du marché intérieur indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations. Il mesure la dépendance globale ou par produit du pays vis-à-vis de l'extérieur. $TP = M/MI * 100$

Tableau 4 : Evolution du taux de pénétration du marché intérieur de la Guinée de 2010 à 2014

Rubrique	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>En millions de dollars US</i>				
Importations des biens	1404,92	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58
Marché intérieur (absorption)	4456,55	5675,26	6186,25	6765,20	6937,04
Taux de pénétration du marché intérieur	32%	37%	38%	38%	34%

Source : BCRG/DGES/DSBP

CONCLUSION

Les statistiques monétaires et de balance des paiements de 2014 sont produites conformément aux orientations des manuels précédents conçus par le Fonds Monétaire International. Cependant, des dispositions sont prises pour la migration progressive vers les nouveaux manuels.

Le Manuel des Statistiques Monétaires et Financières publié par le FMI en 2000 (MSMF 2000) recommande, entre autres, l'élargissement de la couverture des statistiques aux données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance, une nouvelle sectorisation de l'économie basée sur le concept d'unité institutionnelle, une nouvelle classification des actifs financiers et la présentation des données monétaires et financières en terme de flux en complément aux données en stock. A ce jour, les tableaux de passage aux formulaires de déclarations standards (FDS : 1SR, 2SR) ont été développés avec l'appui d'une assistance technique du FMI.

Quant au sixième manuel de la balance des paiements (MBP6), il demande le reclassement de certaines opérations, la comptabilisation des services d'intermédiation financière dans les prêts et dépôts, une présentation plus détaillée des investissements directs étrangers. Il introduit de nouveaux concepts comme les transferts personnels et établit une concordance avec le système des comptes nationaux. Par rapport à ces nouvelles exigences, plusieurs travaux sont réalisés par la DSBP :

- Ó L'élargissement du champ couvert par les enquêtes qui incluent désormais de nouvelles sources de données telles que les radios et télévisions, les cliniques et hôpitaux, les universités, la caisse nationale de sécurité sociale, les sociétés portuaires ;
- Ó La codification de toutes les rubriques de la BDP selon le MBP6 et de tous les questionnaires en s'inspirant de la classification CITI, de la codification SDMX du FMI et de l'expérience de la BCEAO. Toutes les rubriques des supports de collecte sont pré-codifiées de manière à en assurer une imputation exacte dans la BDP;
- Ó La finalisation des travaux du développement d'une maquette sur le tableur Excel dédiée à la compilation de la balance des paiements conformément aux recommandations du MBP6 et ;

Avec l'appui du Fonds Monétaire International, les statistiques monétaires et de balance des paiements des années à venir seront présentées conformément à ces nouveaux manuels.

ANNEXES

Annexe 1: GUINEE SITUATION MONETAIRE BANQUE CENTRALE DE 2006 A 2014 (en millions de GNF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs Extérieurs Nets	-137 525	-93 692	-48 180	1 721	240 920	4 533 961	2 923 394	3 144 769	3 304 548
Or	65 841	65 511	65 511	33 254	41 284	87 714	90 830	61 220	62 998
FMI	-406 962	-406 635	-366 080	-335 482	-1 251 408	-1 405 224	-1 486 358	-1 705 201	-1 982 981
Avoirs en DTS	572	27 208	15 983	5 360	718 263	666 692	840 572	1 044 564	1 649 033
Autres Avoirs de Changes	265 113	289 225	302 825	341 900	783 785	5 301 217	3 552 929	3 832 148	3 692 687
Engagements à Court Terme	-62 089	-69 001	-66 419	-43 311	-51 004	-116 438	-64 579	-87 962	-117 189
Avoirs Intérieurs Nets	1 894 508	1 892 400	1 992 037	2 032 851	6 740 809	2 091 486	3 507 084	4 296 077	5 208 567
Créances nettes sur l'Etat	1 854 019	1 827 122	1 888 195	1 925 912	6 455 738	1 598 179	3 466 631	4 397 086	5 334 928
Crédits aux Entreprises publiques	1 088	1 037	1 093	1 093	28 958	35 713	22 103	15 003	7 688
Crédits au Secteur Privé	167 896	166 045	156 904	146 465	6 163	1 038	43 381	47 587	44 189
Crédits aux banques	14 054	55 672	21 970	24 014	0	0	0	0	0
Fonds régulation monétaire	-273 000	-273 000	-145 000	-195 000	0	0	0	0	0
Autres Eléments nets	130 451	115 524	68 875	130 367	249 950	456 556	-25 031	-163 599	-177 304
Base Monétaire	1 756 983	1 798 708	1 943 857	2 034 572	6 981 729	6 625 447	6 430 478	7 440 846	8 513 115
Circulation fiduciaire	1 306 570	1 333 535	1 396 415	1 509 479	3 987 511	3 261 844	3 705 537	4 052 007	4 317 733
Réserves des Banques	443 630	460 514	542 850	515 849	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 231
Autres dépôts	6 783	4 659	4 592	9 244	33 376	87 934	254 164	417 802	406 151

Source:BCRG/DSBP

Annexe 2 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES DE 2006 A 2014 (en millions de GNF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs Extérieurs Nets	495 548	529 723	943 945	609 300	524 088	379 174	1 598 598	1 344 746	127 668
Avoirs	661 838	653 987	1 125 215	763 568	851 302	1 531 601	2 005 790	1 689 683	1 008 842
Engagements	166 290	124 264	181 270	154 268	327 214	1 152 427	407 192	344 937	881 173
Créances sur BCRG	702 576	680 384	745 710	1 882 164	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 231
Créances	-14 054	-6 206	-55 181	-2 475	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	273 000	163 000	264 000	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	443 630	523 590	536 891	1 884 639	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 231
Dépôts	404 812	421 570	433 513	1 720 296	2 839 274	2 855 202	2 075 732	2 558 011	3 152 814
Encaisses	38 818	102 020	103 378	164 343	121 568	420 467	395 045	413 026	636 417
Crédit intérieur net	940 606	1 077 773	1 689 780	1 828 592	3 589 120	5 425 141	4 746 502	6 093 486	7 925 892
Créances nettes sur l'Etat	144 814	253 981	713 620	698 661	1 913 224	2 206 072	1 673 208	1 907 534	1 942 283
Crédits aux Entreprises publiques	2 763	7	1 097	457	42 644	58 207	48 085	89 696	62 496
Crédits au secteur privé	793 029	823 785	975 064	1 129 474	1 633 252	3 160 862	3 025 209	4 096 256	5 920 599
Créances saines	710 307	738 315	886 514	1 020 918	1 540 774	3 069 967	2 900 139	3 873 635	5 622 681
Créances compromises	82 722	85 470	88 550	108 556	92 478	90 895	125 070	222 621	297 918
Autres éléments nets	-204 797	-316 715	-339 177	-525 401	-727 011	-1 104 113	-1 325 723	-1 811 536	-1 901 529
Autres créances	298 350	275 475	346 645	304 907	418 974	639 481	763 840	865 812	963 683
Correspondants	59 512	27	31 268	11 514	29 380	98 509	53 122	104 200	100 282
Immobilisations	121 439	150 857	195 630	238 859	320 035	421 001	519 677	645 642	797 857
Divers	117 399	124 591	119 747	54 534	69 559	119 971	191 041	115 970	65 544
Autres Dettes	-503 147	-592 190	-685 823	-830 308	-1 145 985	-1 743 594	-2 089 563	-2 677 348	-2 865 212
Correspondants	-12 440	-12 700	-20 279	-6 085	-21 190	-33 766	-45 135	-250 696	-39 432
Fonds Propres	-356 217	-400 676	-464 329	-518 269	-758 582	-1 162 328	-1 437 552	-1 607 365	-1 881 761
Divers	-134 490	-178 814	-201 214	-305 954	-366 213	-547 500	-606 876	-819 287	-944 019
Dépôts du secteur privé	1 933 933	1 971 165	3 040 258	3 794 655	6 347 038	7 975 871	7 490 154	8 597 733	9 940 748
Dépôts à vue en GNF	796 248	969 728	1 424 405	2 582 138	4 785 300	5 490 842	4 529 989	5 170 892	6 425 160
Dépôts à terme en GNF	93 297	134 026	274 052	152 697	193 508	281 774	490 108	870 849	1 229 395
Dépôts en devises	1 044 388	867 411	1 341 801	1 059 820	1 368 230	2 203 255	2 470 057	2 555 992	2 286 193

Source BCRGDSBP

Annexe 3 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE DE 2006 A 2014 (en milliards de GNF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS EXTERIEURS NETS	358,02	386,06	889,15	1 084,71	765,01	4 913,14	4 521,99	4 489,52	3 432,22
Banque Centrale	-137,53	-143,66	-54,79	475,41	240,92	4 533,96	2 923,39	3 144,44	3 304,55
dont réserves de change en millions USD	58,68	45,21	70,07	343,82	253,67	854,16	643,40	704,83	747,78
Banque de Dépôts	495,55	529,72	943,95	609,30	524,09	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67
AVOIRS INTERIEURS NETS	2 889,27	3 012,18	3 838,02	4 860,42	9 602,92	6 412,51	6 927,86	8 578,03	11 232,42
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	1 854,02	1 831,40	2 220,45	3 448,71	6 455,74	1 598,18	3 466,63	4 397,09	5 334,93
Créances nettes sur l'Etat dans les Banques	144,81	253,98	713,62	698,66	1 913,22	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 927,28
Crédits aux Entreprises Publiques	3,85	25,14	50,38	42,72	71,60	93,92	70,19	104,70	70,16
Crédits au Secteur Privé	960,92	949,97	986,97	1 140,37	1 639,42	3 161,90	3 068,59	4 143,84	5 964,79
Autres Postes nets	-74,33	-48,31	-133,40	-470,05	-477,06	-647,56	-1 350,75	-1 975,13	-2 078,83
MASSE MONETAIRE	3 247,29	3 398,24	4 727,17	5 945,12	10 367,93	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 664,63
Monnaie en circulation	1 306,57	1 418,18	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 317,73
Dépôts à vue GNF	802,60	978,23	1 455,64	2 607,31	4 816,40	5 578,78	4 784,15	5 204,63	6 480,27
Dépôts à terme GNF	93,30	134,03	274,05	152,70	193,51	281,77	490,11	870,85	1 229,40
Dépôts en devises	1 044,82	867,80	1 345,48	1 065,08	1 370,51	2 203,26	2 470,06	2 940,06	2 637,24

Source : BCRGDSBP

Annexe 4 : BASE MONETAIRE DE 2006 à 2014 (en milliards de GNF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Base monétaire	1 756,98	1 950,66	2 223,81	4 035,11	6 981,73	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 513,12
Monnaies en circulation	1 306,57	1 418,18	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 317,73
Réserves des banques de dépôt	443,63	523,59	536,89	1 884,64	2 960,84	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,23
Réserves obligatoires	183,72	187,26	288,82	360,49	602,97	433,91	1 647,83	1 719,50	1 988,1
Réserves excédentaires	221,09	234,31	144,69	1 359,80	2 236,31	2 884,54	427,90	838,50	1 164,7
Encaisses	38,82	102,02	103,38	164,34	121,57	-42,78	395,05	413,03	636,4
Dépôts du secteur privé	6,78	8,89	34,91	30,43	33,38	87,93	254,16	417,80	406,2

Source : **BCRGDSBP**

Annexe 5 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE 2014 (en millions de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Avoirs Extérieurs Nets	3 102 893	3 137 205	3 020 944	2 748 857	3 037 976	3 011 883	3 006 921	3 063 604	3 086 121	3 154 210	2 852 778	3 304 548
Or	61 220	61 220	61 220	61 220	61 220	66 977	66 977	66 977	66 977	66 977	62 367	62 998
FMI	-1 702 416	-1 898 356	-1 920 572	-1 922 117	-1 900 515	-1 911 539	-1 798 373	-2 014 331	-1 974 023	-1 942 574	-1 926 212	-1 982 981
Avoirs en DTS	1 042 859	1 239 414	1 253 918	1 257 004	1 240 842	1 248 040	1 178 810	1 386 843	1 361 344	1 619 766	1 609 007	1 649 033
Autres Avoirs de Changes	3 789 362	3 823 095	3 732 626	3 467 859	3 749 776	3 722 151	3 672 098	3 738 514	3 901 764	3 522 595	3 220 537	3 692 687
Engagements à Court Term	-88 132	-88 168	-106 248	-115 109	-113 347	-113 746	-112 591	-114 399	-269 942	-112 554	-112 921	-117 189
Avoirs Intérieurs Nets	4 170 973	4 148 068	4 391 887	4 654 265	4 126 987	4 171 207	4 725 666	4 801 729	5 216 920	5 070 546	5 292 352	5 208 567
Créances nettes sur l'Etat	4 284 578	4 201 332	4 540 951	4 561 696	4 251 214	4 279 861	4 545 720	4 698 421	4 945 979	4 894 546	5 080 678	5 334 014
Crédits aux Entreprises publiques	16 577	13 280	1 201	16 439	16 830	2 034	1 168	14 797	13 430	13 796	9 569	7 668
Crédits au Secteur Privé	47 812	46 306	43 114	43 335	43 315	43 408	45 228	45 616	46 001	46 447	45 705	44 189
Crédit aux banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds régul monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Eléments nets	-177 994	-112 850	-193 379	32 795	-184 371	-154 096	133 550	42 895	211 510	115 757	156 400	-177 304
Base Monétaire	7 273 866	7 285 273	7 412 831	7 403 122	7 164 964	7 183 090	7 732 587	7 865 333	8 303 041	8 224 756	8 145 130	8 513 115
Circulation fiduciaire	4 033 267	4 108 411	4 168 753	4 179 199	4 280 657	4 233 603	4 371 891	4 275 310	4 194 098	4 213 479	4 126 255	4 317 733
Réserves des Banques	2 823 354	2 743 414	2 760 132	2 823 826	2 514 774	2 557 332	2 969 281	3 185 953	3 499 069	3 391 479	3 612 869	3 789 231
Autres dépôts	417 245	433 448	483 946	400 097	370 133	392 155	391 415	404 070	609 874	619 798	406 006	406 151

Source : BCRGDSBP

Annexe 6 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DES BANQUES 2014 (en millions de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Avoirs Extérieurs Nets	1 207 749	1 082 778	1 058 071	1 035 971	968 213	826 400	821 866	696 353	483 236	148 755	194 607	127 668
Avoirs	1 509 461	1 371 431	1 468 075	1 424 389	1 337 671	1 084 808	1 313 642	1 328 935	1 073 282	842 687	797 953	1 008 841
Engagements	301 712	288 653	410 004	388 418	369 458	258 408	491 776	632 582	590 046	693 932	603 346	881 173
Créances sur BCRG	2 823 354	2 743 414	2 760 132	2 823 826	2 514 774	2 557 332	2 969 281	3 185 953	3 499 069	3 391 479	3 612 869	3 789 231
Créances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-80 000	0	0
Fonds de régulation monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 823 354	2 743 414	2 760 132	2 823 826	2 514 774	2 557 332	2 969 281	3 185 953	3 499 069	3 499 069	3 391 479	3 612 869	3 789 231
Réserves Banques												
Crédit intérieur net	5 713 758	6 199 213	6 518 100	6 347 497	6 430 486	6 322 456	6 610 623	7 083 553	7 310 121	7 506 947	7 632 401	7 925 378
Créances nettes sur l'Etat	1 544 158	1 798 449	1 973 111	1 945 853	2 049 196	1 935 427	1 924 949	1 910 443	1 908 840	1 933 935	1 927 750	1 942 283
Crédits aux Entreprises publiques	85 624	80 531	109 649	74 758	69 718	65 204	62 454	77 037	72 240	65 534	66 300	62 496
4 083 976	4 320 233	4 435 340	4 326 886	4 311 572	4 321 825	4 623 220	5 096 073	5 329 041	5 507 478	5 638 351	5 920 599	
Crédits au secteur privé												
Autres éléments nets	-1 165 671	-1 382 824	-1 608 337	-1 211 676	-1 206 521	-939 921	-1 441 293	-1 505 289	-1 762 403	-1 447 375	-1 728 576	-1 901 529
Dépôts du secteur privé	8 579 190	8 642 581	8 727 966	8 995 618	8 706 952	8 766 267	8 960 477	9 460 570	9 530 023	9 599 806	9 711 301	9 940 748
Dépôts à vue en GNF	5 129 116	5 157 457	5 063 140	5 511 052	5 230 542	5 392 698	5 487 029	5 959 984	6 111 182	6 149 657	6 138 326	6 425 160
Dépôts à terme en GNF	971 957	930 949	1 006 510	996 123	1 076 794	1 055 692	1 064 250	1 075 213	1 186 529	1 296 427	1 333 982	1 229 395
Dépôts en devises	2 478 117	2 554 175	2 658 316	2 488 443	2 399 615	2 317 877	2 409 198	2 425 373	2 232 312	2 153 722	2 238 993	2 286 193

Source : BCRG/DSBP

Annexe 7 : BASE MONETAIRE 2014 (en milliards de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Base monétaire	7 273,87	7 285,27	7 412,83	7 403,12	7 164,96	7 183,09	7 732,59	7 865,33	8 303,04	8 224,76	8 145,13	8 513,12
Monnaies en circulation	4 033,27	4 108,41	4 168,75	4 179,20	4 280,06	4 233,60	4 371,89	4 275,31	4 194,10	4 213,48	4 126,26	4 317,73
Réserves des banques	2 823,4	2 743,4	2 760,1	2 823,8	2 514,8	2 557,3	2 969,3	3 186,0	3 499,1	3 391,5	3 612,9	3 789,2
Réserves obligatoires	1 715,8	1 728,5	1 745,6	1 799,1	1 741,4	1 753,3	1 792,1	1 892,1	1 906,0	1 920,0	1 942,3	1 988,1
Réserves excédentaires	692,1	617,1	610,0	575,4	365,9	375,9	697,5	790,5	1 096,1	964,3	1 085,4	1 164,7
Encaisses	415,4	397,8	404,6	449,3	407,5	428,2	479,7	503,3	496,9	507,2	585,2	636,4
Dépôts du secteur privé	417,2	433,4	483,9	400,1	370,1	392,2	391,4	404,1	609,9	619,8	406,0	406,2

Source/BCRG/DSBP

Annexe 8 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE 2014 (en milliards de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 310,64	4 219,98	4 079,02	3 784,83	4 006,19	3 838,28	3 828,79	3 759,96	3 569,36	3 302,97	3 047,39	3 432,22
Banque Centrale	3 102,89	3 137,21	3 020,94	2 748,86	3 037,98	3 011,88	3 006,92	3 063,60	3 086,12	3 154,21	2 852,78	3 304,55
(en millions de dollars)	442,55	449,36	428,36	390,55	434,49	429,20	438,35	438,10	437,61	446,87	402,88	457,21
Banque de Dépôts	1 207,75	1 082,78	1 058,07	1 035,97	968,21	826,40	821,87	696,35	483,24	148,76	194,61	127,67
AVOIRS INTERIEURS NETS	8 719,06	8 964,46	9 301,65	9 790,09	9 350,95	9 553,74	9 895,00	10 379,99	10 764,64	11 130,12	11 196,18	11 232,42
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	4 284,58	4 201,33	4 540,95	4 561,70	4 251,21	4 279,86	4 545,72	4 698,42	4 945,98	4 894,55	5 080,68	5 334,01
Créances nettes sur l'Etat dans les Banques	1 544,16	1 798,45	1 973,11	1 945,85	2 049,20	1 935,43	1 924,95	1 910,44	1 908,84	1 933,94	1 927,75	1 942,28
Créances sur les Entreprises Publiques	102,20	93,81	110,85	91,20	86,55	67,24	63,62	91,83	85,67	79,33	75,87	70,16
Créances sur le Secteur Privé	4 131,79	4 366,54	4 478,45	4 370,22	4 354,89	4 365,23	4 668,45	5 141,69	5 375,04	5 553,93	5 684,06	5 964,79
Autres Postes nets	-1 343,67	-1 495,67	-1 801,72	-1 178,88	-1 390,89	-1 094,02	-1 307,74	-1 462,39	-1 550,89	-1 331,62	-1 572,18	-2 078,83
MASSE MONETAIRE	13 029,70	13 184,44	13 380,66	13 574,91	13 357,14	13 392,03	13 723,78	14 139,95	14 333,99	14 433,08	14 243,56	14 664,63
Monnaie en circulation	4 033,27	4 108,41	4 168,75	4 179,20	4 280,06	4 233,60	4 371,89	4 275,31	4 194,10	4 213,48	4 126,26	4 317,73
Dépôts à vue [¶]	5 164,69	5 201,16	5 141,08	5 556,67	5 270,15	5 435,19	5 536,65	6 005,02	6 162,49	6 196,61	6 189,94	6 480,27
Dépôts à terme gnf	971,96	930,95	1 006,51	996,12	1 076,79	1 055,69	1 064,25	1 075,21	1 186,53	1 296,43	1 333,98	1 229,40
Dépôts en devises	2 859,79	2 943,92	3 064,32	2 842,92	2 730,14	2 667,54	2 750,99	2 784,41	2 790,88	2 726,57	2 593,38	2 637,24

Source: BCRGDSBP

Annexe 9 : Evolution de la balance des paiements de 2009 à 2014

DESCRIPTION(BMP5)	Evolutions annuelles					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>Montant en millions de dollar us</i>					
A. Compte des transactions courantes	-403,46	-326,93	-1161,37	-1038,62	-1160,95	-1188,65
Exportation f.a.b	1049,72	1471,17	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56
Importations f.a.b	-1060,09	-1404,92	-2105,57	-2253,96	-2139,05	-2384,58
Balance commerciale	-10,37	66,25	-672,85	-326,37	-252,79	-345,02
Services: crédit	72,50	62,41	77,38	168,66	103,53	108,43
Services: débit	-331,07	-395,53	-571,98	-891,38	-694,38	-657,26
Balance des services	-258,57	-333,12	-494,60	-722,72	-590,85	-548,83
Revenus: crédit	22,17	14,93	22,24	31,54	3,64	11,82
Revenus: débit	-190,41	-92,04	-155,63	-153,52	-408,80	-295,96
Balance des revenus	-168,24	-77,11	-133,39	-121,98	-405,16	-284,14
Transferts courants: crédit	85,25	83,80	407,46	305,30	309,68	584,38
Transferts courants: débit	-51,53	-66,75	-267,99	-172,85	-221,83	-595,04
Balance des transferts courants	33,72	17,05	139,47	132,45	87,85	-10,66
B. Compte de capital	39,53	47,30	139,67	248,36	243,75	95,85
Compte de capital: crédit	39,53	49,70	143,84	251,25	245,66	95,91
Compte de capital: débit	0,00	-2,40	-4,17	-2,89	-1,91	-0,06
Total, groupes A et B	-363,93	-279,63	-321,70	-790,26	-917,20	-1092,80
C. Comptes des opérations financières	424,14	206,64	1692,03	594,24	644,76	843,60
Investissements directs de l'économie à l'étranger	0,00	0,00	-1,47	-2,92	-1,06	-0,79
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	140,85	101,35	956,12	606,47	133,96	308,7
Investissements de portefeuille: avoirs	0,00	-0,11	211,63	-3,08	0	0
Investissements de portefeuille: engagements	0,00	1,42	0,00	0,00	0	0
Autres investissements: avoirs	56,13	-77,39	-186,51	-98,37	-98,70	-105,02
Autres investissements: engagements	227,16	181,37	712,26	92,14	610,56	918,54
Total, groupes A, B et C	60,21	-72,99	670,33	-196,02	-272,44	-249,20
D. Erreurs et omissions, nettes	-0,04	-0,02	5,75	1,29	0,88	-0,24
Total, groupes A, B, C et D (Solde global)	60,17	-73,01	676,08	-194,73	-271,56	-249,44
E. Financement du global	-60,17	73,01	-676,08	194,73	271,56	249,44
Avoirs de réserve	-93,46	13,43	-642,95	-31,92	-50,60	42,36
Utilisation des crédits et des prêts du FMI	5,00	-8,98	-5,97	-2,00	0,00	0
Financements exceptionnels	28,29	67,14	-27,16	228,65	322,16	207,08
Pour mémoire						
<i>PIB à prix courants en millions de USD*</i>	4 561,5	4 500,5	4 659,2	5 681,0	6 512,4	7 258,8
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	99,02%	104,72%	68,04%	85,52%	88,18%	85,53%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	85%	70%	68%	74%	70%	79,90%
<i>Part du couple bauxite/alumine dans les exportations des biens</i>	43%	31%	42%	38%	22%	19,21%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	27,50%	29%	25%	27%	23%	27,89%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-8,84%	-7,26%	-24,93%	-18,28%	-17,83%	-16,38%
<i>Solde global en % du PIB</i>	1,32%	-1,62%	14,51%	-3,43%	-4,17%	-3,44%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	164,47	253,67	852,01	637,27	696,74	777,17
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	1,41	0,42	3,82	2,43	2,95	3,07
<i>Service de la dette en millions de USD**</i>	196,2	131,7	200,6	257,39	256,74	256,72
<i>Encours de la dette (en millions USD)</i>	3 048,30	3 061,70	2 987,70	1 305,20	2 806,33	2 889,23
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	66,83%	68,03%	64,12%	22,97%	43,09%	39,50%
<i>Importations CAF</i>	1 148,13	1 610,37	2 393,45	2 506,97	2 435,44	2 680,76

Source: BCRG/DSBP

Annexe 10 : Principales exportations FAB en volume de 2009 à 2014

Rubrique	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Volume en millions kg					
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	42,73	34,56	77,02	26,58	29,92	33,18
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	76,61	7,55	6,67	9,39	9,65	8,89
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,83	0,36	0,16	0,60	0,97	0,41
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	16,06	103,04	23,55	14,66	24,09	1 023,94
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR)*	2 285,24	2 733,97	3 225,24	3 278,27	15 310,82	19 839,94
dont: OR	3,58	0,02	2,297	4,028	4,91	7,48
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets..)	38,72	116,89	68,40	30,13	44,38	19,87
Les autres produits exportations	0,84	0,37	0,42	1,50	0,38	1,01
Les divers (objets...)	593,07	631,99	612,44	214,20	409,00	198,59
Total	3 054,10	3 628,73	4 013,89	3 575,33	15 829,20	21 125,83

*en tonne métrique

Source : BCRGDSBP, DGD

Annexe 11 : Principales exportations FAB en valeur de 2009 à 2014

Rubrique	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Valeur en millions USD					
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	22,62	18,01	43,30	16,73	18,00	82,44
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	2,82	3,14	3,04	5,18	6,56	13,23
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,44	0,11	0,07	0,66	0,84	0,45
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	24,45	73,75	28,42	297,34	36,79	51,54
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR)*	585,24	878,30	976,86	1 155,79	1 468,69	1 615,20
dont: OR	458,98	723,77	794,27	1 072,36	931,08	991,81
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets..)	3,17	4,22	5,53	2,13	2,13	1,69
Les autres produits exportations	1,45	0,14	1,84	2,95	2,07	7,64
Les divers (objets...)	409,53	493,50	373,65	446,80	351,18	267,37
Total	1 049,72	1 471,17	1 432,72	1 927,59	1 886,26	2 039,56

Source : BCRGDSBP, DGD

Annexe 12 : Principales importations FAB en volume de 2009 à 2014

Rubrique	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Volume en millions kg					
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre etc.)	743,34	666,11	891,90	920,98	1472,01	1319,75
dont: Riz	408,38	279,48	451,47	529,02	458,35	620,57
Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls lourds, lubrifiants etc.)	813,79	993,05	901,60	772,86	1313,47	986,32
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours et brûleurs, matériels agricoles etc.)	33,35	20,14	43,29	45,41	78,16	35,88
Les matériels électriques (groupe électrogènes, lampes et appareils d'éclairage etc.)	27,05	29,98	34,29	34,52	35,10	38,18
Les appareils de radio, télévision et accessoires	4,64	6,59	6,36	5,24	4,93	4,87
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, voitures, pièces etc.)	61,96	82,08	103,28	114,81	285,86	99,14
Le tabac manufacturé	9,30	8,08	9,93	9,19	10,08	10,40
Les produits textiles et accessoires	21,92	22,97	22,14	20,97	26,95	24,39
Les articles d'habillement	27,52	30,75	32,48	33,72	32,62	37,22
Les cuirs travaillés et chaussures	18,79	25,05	33,97	22,78	24,38	31,96
Les produits du travail de bois (feuilles de placage, contreplaqués, articles de vannerie etc.)	3,99	2,82	4,89	8,88	8,07	8,13
Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	6,06	8,44	9,72	9,67	12,03	14,22
Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux et.)	2,78	3,96	4,72	5,58	3,73	4,79
Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, herbicides, médicaments etc.)	126,03	143,12	153,58	148,57	296,08	129,94
Les produits plastiques (pneumatiques neufs et rechapés, chambres à air et bandage etc.)	14,17	17,04	22,54	23,08	24,68	28,68
Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique, tuiles, appareils sanitaires etc.)	422,67	707,34	751,42	900,07	1177,45	978,86
Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	60,42	58,42	64,61	82,76	86,51	103,24
Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières, produits de chaudronnerie etc.)	28,41	27,66	34,39	45,16	37,26	40,42
Les matériels informatiques et bureautiques	0,40	0,45	0,63	0,99	0,75	1,01
Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	0,49	0,55	2,10	1,10	1,86	2,60
Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	9,03	11,50	16,07	16,34	15,58	18,66
Les produits divers	59,78	58,07	72,67	94,59	552,67	314,62
Total	2495,89	2924,18	3216,58	3317,27	5500,25	4233,29

Source : BCRGDSBP, DGD

Annexe 13 : Principales importations FAB en valeur de 2009 à 2014

Rubrique	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Valeur en millions US					
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre etc.)	136,33	205,36	382,64	397,84	468,67	561,69
dont: Riz	68,08	85,67	139,06	239,70	239,77	284,63
Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls lourds, lubrifiants etc.)	212,87	498,00	663,05	542,00	519,97	619,73
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours et bruleurs, matériels agricoles etc.)	241,49	117,45	277,62	361,99	214,31	159,78
Les matériels électriques (groupe électrogènes, lampes et appareils d'éclairage etc.)	36,79	40,01	60,02	101,15	82,86	156,25
Les appareils de radio, télévision et accessoires	22,05	19,98	33,23	29,02	51,65	52,64
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, voitures, pièces etc.)	74,74	119,45	151,90	180,77	127,04	135,30
Le tabac manufacturé	24,06	23,87	29,03	31,80	32,37	38,99
Les produits textiles et accessoires	23,11	13,80	17,39	21,94	47,02	25,00
Les articles d'habillement	9,01	12,74	13,22	15,37	18,55	18,53
Les cuirs travaillés et chaussures	7,63	17,53	17,96	15,29	18,35	23,59
Les produits du travail de bois (feuilles de placage, contreplaqués, articles de vannerie etc.)	0,95	0,66	1,95	11,73	5,04	2,84
Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	4,56	5,93	8,36	8,96	10,42	10,98
Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux et.)	6,15	7,73	14,92	23,33	19,81	14,51
Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, herbicides, médicaments etc.)	86,40	115,05	151,28	192,36	151,71	189,74
Les produits plastiques (pneumatiques neufs et rechapés, chambres à air et bandage etc.)	21,63	27,44	30,02	38,38	40,77	38,67
Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique, tuiles, appareils sanitaires etc.)	47,92	69,29	81,29	85,40	89,08	63,90
Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	27,35	25,89	35,36	35,28	57,71	68,10
Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières, produits de chaudronnerie etc.)	30,32	30,29	63,62	68,26	64,97	64,42
Les matériels informatiques et bureautiques	4,13	5,73	9,20	18,46	11,18	18,31
Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	4,24	5,63	8,77	10,20	17,47	23,92
Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	6,15	10,54	14,07	18,34	20,02	22,81
Les produits divers	32,23	32,53	40,69	45,50	70,08	74,86
Total	1060,09	1404,92	2105,57	2253,96	2139,05	2384,58

Source : BCRGDSBP, DGD

Annexe 14 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2007 à 2014

Rubrique	Année							
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	En millions de dollars US (sauf indication contraire)							
A. Compte courant	-455,57	-423,24	-403,46	-326,93	-1161,37	-1038,62	-1160,95	-1188,65
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	<i>-10,97%</i>	<i>-9,36%</i>	<i>-10,42%</i>	<i>-7,26%</i>	<i>-24,93%</i>	<i>23,48%</i>	<i>-23,00%</i>	<i>-16,38%</i>
<i>Balance commerciale</i>	<i>-14,41</i>	<i>-24,06</i>	<i>-10,37</i>	<i>66,25</i>	<i>-672,85</i>	<i>-326,37</i>	<i>-252,79</i>	<i>-345,02</i>
<i>Balance des services</i>	<i>-247,42</i>	<i>-337,11</i>	<i>-258,57</i>	<i>-333,12</i>	<i>-494,60</i>	<i>-722,72</i>	<i>-590,85</i>	<i>-548,83</i>
<i>Balance des revenus</i>	<i>-63,15</i>	<i>-80,55</i>	<i>-168,24</i>	<i>-77,11</i>	<i>-133,39</i>	<i>-121,98</i>	<i>-405,16</i>	<i>-284,14</i>
<i>Transferts courants</i>	<i>-130,59</i>	<i>18,48</i>	<i>33,72</i>	<i>17,05</i>	<i>139,47</i>	<i>132,45</i>	<i>87,85</i>	<i>-10,66</i>
B. Compte de capital et d'opérations financières	367,93	394,52	463,67	253,94	1831,70	842,60	1182,32	939,45
<i>Dont:</i>								
<i>Opérations en capital</i>	<i>106,5</i>	<i>34,75</i>	<i>39,53</i>	<i>47,3</i>	<i>139,67</i>	<i>248,36</i>	<i>243,75</i>	<i>95,85</i>
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	<i>385,9</i>	<i>255,77</i>	<i>140,85</i>	<i>101,35</i>	<i>954,65</i>	<i>606,47</i>	<i>133,96</i>	<i>30,08</i>
<i>Investissements de portefeuilles</i>	<i>8,31</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1,31</i>	<i>211,63</i>	<i>-3,08</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Autres investissements</i>	<i>-132,78</i>	<i>104</i>	<i>283,29</i>	<i>103,98</i>	<i>525,75</i>	<i>-6,23</i>	<i>511,86</i>	<i>813,52</i>
C. Erreurs et omissions nettes	0	0,01	-0,04	-0,02	5,75	1,29	0,88	-0,24
D. Solde global (A+B+C)	-87,64	-28,71	60,17	-73,01	676,08	-194,73	-271,56	-249,44

Source : BCRGDSBP

Annexe 15 : Valeur des exportations FAB par zone de destination de 2010 à 2014

Zone	Exportations FAB									
	2010	Part	2011	Part	2012	Part	2013	Part	2014	Part
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	61,05	4,15	102,44	7,15	161,80	8,39	61,61	3,27	489,52	24,00
Afrique Centrale	33,84	2,30	0,14	0,01	0,44	0,02	0,25	0,01	0,69	0,03
Pays de l'AELE	428,11	29,10	408,61	28,52	487,85	25,31	459,45	24,36	105,00	5,15
Union européenne	518,73	35,26	586,99	40,97	891,76	46,26	797,49	42,28	490,89	24,07
Pays Arabes	2,21	0,15	1,58	0,11	2,19	0,11	4,34	0,23	39,98	1,96
Maghreb	5,88	0,40	4,15	0,29	7,58	0,39	2,33	0,12	0,93	0,05
Europe de l'Est	296,44	20,15	208,32	14,54	84,56	4,39	63,32	3,36	42,10	2,06
Asie	91,36	6,21	37,11	2,59	63,69	3,30	92,77	4,92	304,35	14,92
Continent Américain	4,41	0,30	3,44	0,24	29,30	1,52	109,60	5,81	156,92	7,69
Autres pays	29,13	1,98	79,95	5,58	198,41	10,29	295,10	15,64	409,17	20,06
Total	1471,16	100	1432,73	100	1927,58	100	1886,26	100	2039,56	100

Source : BCRGDSBP, DGD

Annexe 16 : Valeur des importations FAB par zone de provenance de 2010 à 2014

Zone	Importations FAB																			
	2010		Part		2011		Part		2012		Part		2013		Part		2014		Part	
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	76,15	5,42	142,55	6,77	124,99	5,55	104,79	4,90	131,16	5,50										
Afrique Centrale	7,73	0,55	1,05	0,05	1,52	0,07	0,43	0,02	0,24	0,01										
Pays de l'AELE	10,54	0,75	4,21	0,20	12,33	0,55	14,15	0,66	10,22	0,43										
Union européenne	720,02	51,25	1061,42	50,41	990,70	43,95	833,25	38,95	983,29	41,24										
Pays Arabes	11,24	0,80	15,79	0,75	19,19	0,85	30,09	1,41	43,95	1,84										
Maghreb	18,54	1,32	45,69	2,17	89,85	3,99	93,19	4,36	81,82	3,43										
Europe de l'Est	3,51	0,25	24,42	1,16	14,87	0,66	13,13	0,61	16,53	0,69										
Asie	384,25	27,35	392,69	18,65	509,14	22,59	622,81	29,12	749,37	31,43										
Continent Américain	91,73	6,53	140,65	6,68	370,23	16,43	126,42	5,91	90,66	3,80										
Autres pays	81,20	5,78	277,09	13,16	121,13	5,37	300,80	14,06	277,33	11,63										
Total	1404,91	100	2105,56	100	2253,96	100	2139,06	100	2384,58	100										

Source : BCRGDSBP, DGD

Annexe 17 : Evolution de la structure des exportations FAB (en %) de 2010 à 2014

Produits	Années				
	2010	2011	2012	2013	2014
Produits agricoles	2,15	3,02	0,91	0,95	4,04
Produits de pêche	0,09	0,21	0,28	0,35	0,65
Produits des industries alimentaires	0,04	0,01	0,03	0,04	0,02
Produits forestiers	3,16	1,98	16,2	1,95	2,53
Produits miniers	55,75	68,18	74,48	77,86	79,19
Produits métallurgiques	0,18	0,38	0,14	0,11	0,09
Autres produits divers	38,63	26,22	7,96	18,74	13,48

Source : BCRGDSBP

Annexe 18 : Evolution du solde du compte courant de 2009 à 2014

Rubrique	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>en millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>					
Recettes	1 229,64	1 632,31	1 939,80	2 433,09	2 303,11	2 744,19
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>-21,36</i>	<i>32,75</i>	<i>18,84</i>	<i>25,43</i>	<i>-5,34</i>	<i>19,15</i>
Dépenses	1 633,10	1 959,24	3 101,17	3 471,71	3 464,06	3 932,84
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>-17,8</i>	<i>19,97</i>	<i>58,28</i>	<i>11,95</i>	<i>-0,22</i>	<i>13,53</i>
Solde courant	-403,46	-326,93	-1 161,37	-1 038,62	160,95	-1 188,65

Source : BCRGDSBP

Annexe 19 : Evolution des exportations, des importations et de la balance commerciale 2009 à 2014

Année	Importations FAB	Exportations FAB	Balance commerciale	Taux de couverture des importation par les exportations (%)
2009	1 060,09	1 049,72	-10,37	99,02
2010	1 404,92	1 471,17	66,25	104,72
2011	2 105,57	1 432,72	-672,85	68,04
2012	2 253,96	1 927,59	-326,37	85,52
2013	2 139,05	1 886,05	-253,00	88,17
2014	2 384,58	2 039,56	-345,02	85,53

Source : BCRGDSBP

Annexe 20 : Evolution de la balance des services de 2009 à 2014

Rubrique	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>en millions US</i>					
Recettes	72,5	62,41	77,38	168,66	103,53	108,43
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-32,38	-13,92	23,99	117,96	-38,62	4,73
Dépenses	331,07	395,53	571,98	891,38	694,38	657,26
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-25,49	19,47	44,61	55,84	-22,10	-5,35
Balance des services	-258,57	-333,12	-494,6	-722,72	-590,85	-548,83

Source : BCRGDSBP

Annexe 21: Evolution de la balance des services de transport de 2012 à 2014

Année 2012							
Rubrique	Transport reçu (crédit)			Transport payé (débit)			Net
	Transport maritime	Transport aérien	Total	Transport maritime	Transport aérien	Total	
Passagers	0	0,27	0,27	0	18,29	18,29	-18,02
Fret	0	0	0	223,67	29,34	253,01	-253,01
Autres	3,05	1,51	4,56	32,46	0,13	32,59	-28,03
Total	3,05	1,78	4,83	256,13	47,76	303,89	-299,06
Année 2013							
Rubrique	Transport reçu (crédit)			Transport payé (débit)			Net
	Transport maritime	Transport aérien	Total	Transport maritime	Transport aérien	Total	
Passagers	0	0	0	0	10,52	10,52	-10,52
Fret	8,27	1,48	9,75	227,09	27,71	254,8	-245,05
Autres	0	0	0	31,07	0	31,07	-31,07
Total	8,27	1,48	9,75	258,16	38,23	296,39	-286,64
Année 2014							
Rubrique	Transport reçu (crédit)			Transport payé (débit)			Net
	Transport maritime	Transport aérien	Total	Transport maritime	Transport aérien	Total	
Passagers	0,21	0,07	0,28	5,91	13,01	18,92	-18,64
Fret	1,28	0,01	1,29	237,05	31,16	268,21	-266,92
Autres	0	0	0	9,05	0	9,05	-9,05
Total	1,49	0,08	1,57	252,01	44,17	296,18	-294,61

Source : BCRGDSBP

Annexe 22 : Structure des autres services de 2012 à 2014

Autres services	Année 2012			Année 2013			Année 2014		
	Reçu	Payé	Net	Reçu	Payé	Net	Reçu	Payé	Net
	en millions USD								
Service de Communication	45,15	-9,85	35,3	63,62	-10,69	52,93	22,65	-10,82	11,83
Services de BTP	17,62	-45,35	-27,73	1,36	-1,34	0,02	0,19	-14,76	-14,57
Services d'Assurances	8,85	-37,86	-29,01	4,47	-38,99	-34,52	2	-40,71	-38,71
Services financiers	15,44	-9,64	5,8	0,88	-10,21	-9,33	9,67	-12,63	-2,96
Services d'informatique et d'information	0,84	-2,76	-1,92	0	-23,08	-23,08	0	-7,71	-7,71
Redevances et droits de licence	0	-0,62	-0,62	0	-1,45	-1,45	0	-0,35	-0,35
Autres services aux entreprises	62,9	-333,25	-270,35	8,09	-185,1	-177,01	53,16	-190,2	-137,04
Services personnels et culturels	4,46	-0,01	4,45	12,16	-0,08	12,08	16,3	0	16,3
Services de l'administration n.c.a.	3,16	-119,74	-116,58	3,2	-127,8	-124,6	2,62	-74,9	-72,28
Total	158,42	-559,08	-400,66	93,78	-398,74	-304,96	106,59	-352,08	-245,49

Source : BCRGDSBP

Annexe 23 Evolution du compte capital de 2012 à 2014

Compte capital	Année		
	2012	2013	2014
	en millions USD		
Entrée de Capitaux			
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	169,91	165,83	0
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	24,75	48,5	20,21
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	56,59	31,33	69,39
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	6,31
Total 1	251,25	245,66	95,91
Sortie de Capitaux			
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	-2,89	-1,91	-0,06
Total 2	-2,89	-1,91	-0,06
Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)	248,36	243,75	95,85

Source : BCRGDSBP

Annexe 24: Evolution de la balance des revenus de 2008 à 2014

Revenus	Année						
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	en millions USD						
Revenus reçus							
Intérêts, produits financiers, rémunération des salariés, etc.	9,85	22,17	14,93	22,24	3,82	1,07	2,44
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	0	0	0	0	0,54	0,08	0
Autres	0	0	0	0	27,18	2,57	9,38
Total 1	9,85	22,17	14,93	22,24	31,54	3,72	11,82
Revenus versés							
Intérêts payés par l'Etat sur la dette extérieure	-5,2	-51,93	-23,51	-4,08	-44,97	-70,07	-21,45
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	-42	-101,46	-52	-115,53	-80,03	-85,09	-149,28
Autres	-43,2	-37,07	-16,53	-36,02	-28,52	-253,64	125,23
Total 2	-90,4	490,41	-92,04	455,63	453,52	-408,8	-295,96
Balance des revenus (Total1 + Total2)	-80,55	468,24	-77,11	433,39	421,98	-405,08	-284,14

Source : BCRGDSBP

Annexe 25 : Evolution de la balance des transferts courants 2010 à 2014

Transferts courants	Année				
	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>en millions USD</i>				
Transferts reçus (crédit)					
Transferts reçus des guinéens de l'étranger pour leurs familles par les banques et les sociétés de transfert d'argent	44,35	63,5	62,92	79,3	178,77
Autres transferts reçus par les sociétés minières, les ONG locales, les pensionnaires français, etc.	39,45	343,96	242,38	230,38	405,61
Total 1	83,8	407,46	305,3	309,68	584,38
Transferts payés (débit)					
Transferts émis vers l'étranger par les banques et sociétés de transfert	-28,74	-208,97	-126,92	-152,15	-479,82
Salaires et fonctionnement des ambassades	-34,48	-58,68	-44,7	-68,58	-113,33
Autres transferts émis	-3,53	-0,34	-1,23	-1,1	-1,89
Total 2	66,75	267,99	172,85	-221,83	-595,04
Balance des transferts courants (Total 1 + Total 2)	17,05	139,47	132,45	87,85	-10,66

Source : BCRGDSBP

Annexe 26 : Evolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) de 2008 à 2014

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année						
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
		<i>Valeur en millions de dollars US</i>						
A	Secteur minier	378,5	135,67	101,35	949,51	570,61	117,62	17,58
	<i>dont</i>							
	1. CBG	10,65	8,27	12		48,80	0,00	0,00
	2. SEMAFO	60,64	26,7	3,65	1,43	1,12	94,69	0,00
	3. SAG	33,59	35,2	9,51		23,00	0,00	0,00
	4. RIO TINTO	273,62	19,62	0	877,755	154,37	6,06	3,39
	5 SMD		45,88	10,86		20,00	1,14	0,00
	6 SMFG			18,928		300,00	0,00	0,00
	7 BHP BILLITON			26		0,00	0,00	0,00
	8 RUSAL-CBK			6,65		0,00	0,00	0,00
	9 ALLIANCE MINING CORPORATION					10,00	0,00	9,00
	10 HENAN CHINE MINE			13		0,00	0,00	0,00
	11 ALCOA RIOTON ALCAN			0,75		0,00	0,00	0,00
	12 BELZONE				6,76	12,41	7,51	1,52
	13 VALE GUINEA				63,58	0,91	8,23	3,67
B	Autres secteurs (télécommunications, banques, industrie; assurances etc.)	3,37	5,18	0	6,61	35,86	16,34	13,29
	TOTAL DES FLUX D'IDE	381,87	140,85	101,35	956,12	606,47	133,96	30,87

Source : BCRGDSBP

Annexe 27 : Evolution du flux net des autres investissements de 2009 à 2014

Autres investissements	Année					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs						
Crédits commerciaux (crédits clients et avances fournisseurs)	-6,05	-24,3	-48,38	-48,75	-93,17	-153,38
Variation des avoirs extérieurs des banques	-62,97	-62,21	-113,68	-71,75	-6,77	101,54
Variation des autres avoirs extérieurs de la Banque Centrale (Or non monétaire, argent en dépôt, VEE, Credoc, prises de participation, etc.)	-0,82	9,12	-24,14	22,13	1,24	-53,18
Total 1	-69,84	-77,39	-186,2	-98,37	-98,7	-105,02
Engagements						
Crédits commerciaux (crédits fournisseurs et acompte reçus des clients)	230,07	155,37	479,41	162,91	808,41	251,63
Tirages et rééchelonnement de l'administration publique	68,07	42,52	63,05	312,81	-107,69	227,62
Remboursements de l'administration publique	-57,82	-147,79	-8,7	-89,27	134,42	313,44
Emprunts et remboursement auprès des banques	0	70,41	50,65	0,08	-13,11	7,84
Variation des engagements extérieurs des banques	-3,8	22,46	808,76	-78,65	-9,18	72,69
Accumulation d'arriérés par l'administration publique	0	49,8	0,32	0	0	0
Autres	-236,52	-11,4	-31,9	-215,74	-55,85	45,32
Total 2	0	181,37	1361,59	92,14	757	918,54
Net (Total 1 + Total 2)	-69,84	103,98	1175,39	-6,23	658,3	813,52

Source : BCRGDSBP

Annexe 28 : LISTE DES BUREAUX DE CHANGES MANUEL AGREES 2013-2014

ORDRE	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	DIALLO	Amadou Tidiane Koula	631/622216552	ETS.BCDATK	001/RBCH	Koulewondy	Kaloum
2	DRAME	Hadja Fatoumata	664231675	B.C.H.F.D	002/RBCH	Boulbinet	Kaloum
3	TOURE	Mamadou Djouldé	664547112	ETS.T.M.D &F	003/RBCH	Almamyah	Kaloum
4	KONATE	Seydou	655341010	B.C.KS	007/RBCH	Madina	Matam
5	KOITA	Sékou Fantamady	664228349	SEFAKO	008/RBCH	Madina	Matam
6	CISSE	Fodé Kaba	631633232	BMIPLUS.	009/RBCH	Madina	Matam
7	DIALLO	Mamoudou	664526079	KIDSSARL	010/RBCH	Madina	Matam
8	CISSE	Elh.Alpha Mamadou	664241829	B.CEHAMC	012/RBCH	Almamyah	Kaloum
9	DAFF	Thierno Mamadou	628309985	MECATECH	014/RBCH	Almamyah	Kaloum
10	DIABY	Youssef	60343574	B .CY.D	015/RBCH	Madina	Matam
11	BAH	Thierno Mouctar	664324221	B.CBTM&F	016/RBCH	Madina	Matam
12	BAH	El Hadj Habib	664214693	B.C EHNB	018/RBCH	Almamyah	Kaloum
13	BAH	Ibrahima	631400380	ETS BI MI CHANGE	020/RBCH	Madina	Matam
14	DIALLO	Mamadou Tanou	60252244	EMTD	022/RBCH	Madina	Matam
15	DIAKITE	Alpha Mahamoudou	664233183	BCALP.MAH.D1A	024/RBCH	Madina	Matam
16	BAH	Abdoulaye	631400381	ETS .BAF	025/RBCH	Madina	Matam
17	CISSE	Elhadi Yacouba	631160322/622446162	YA CIF	026/RBCH	Madina	Matam
18	BARRY	Zainoul Abidoune	664213012	BCBZA	027/RBCH	Manquépas	Kaloum
19	BALDE	Abdoulaye	664280799	BCHAB&F	030/RBCH	Madina	Matam
20	BAH	Ibrahima Sory	60264853	ETS.NDIRE	032/RBCH	Almamyah	Kaloum
21	KEITA	Adama	628333330	ETS-AK&F	033/RBCH	Madina	Matam
22	DIALLO	Mamadou Saliou	60263913	BCDMS&F	035/RBCH	Almamyah	Kaloum
23	CONDE	Karifa	631413661	ETS-KC	036/RBCH	Madina	Matam
24	DIALLO	Ibrahima Sory	60291655	BCISD	042/RBCH	Almamyah	Kaloum
25	CHERIF	Abdourahim	60215341	TRANSRAP SARL	044/RBCH	Belle-vue	Dixinn
26	BARRY	Souleymane			045/RBCH	Ckoui	Matam
27	CAMARA	Kerfalla	655396104	SALLY CHANGES	047/RBCH	Almamyah	Kaloum
28	BAH	Abdoulaye	664365041	KALLAH BROTHER INTERN	049/RBCH	Madina	Matam
29	BARRY	Boubacar	631747491	BARRY CHANGE SARL	050/RBCH	Almamyah	Kaloum
30	BARRY	Khadija	621998866	SALIMA MONEY SARLU	001/RBCH/14	Boulbinet	Kaloum
31	TAHER	Hassan	631 50 00 00	HASSAN EXCHANGE	002/RBCH/14	Boussoura	Matam
32	BATHILY	Barkatou	622 93 99 41/ 622 81 62 04	Cash Point Service Guinée	003/RBCH/Aout/14	Kipé/ C Emet	Ratoma

Source : Direction des Changes/BCRG

Annexe 29: liste des établissements de transfert d'argent agréés et en activité 2013-2014

ORDRE	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRN	QUARTIER	COMMUNE
1	KEITA	Louncy	63353874	GLOBAL EXPRESS	001/RET/11	Almamyah	Kaloum
2	DEM	Mamadou	60210692	DEMSARL	002/RET/11	Dixinn	Dixinn
3	BARRY	Ibrahima	68988900	CASH MINUTE	003/RET/11	Madina	Matam
4	BAH	Mamadou Alpha	62900416	ALBI FINANCE	004/RET/11	Almamyah	Kaloum
5	SYLLA	El Hadj Mohamed	64390281	KAKANDETRANSFERTSARL	005/RET/11	Hafia	Dixinn
6	DIAOUNE	Ibrahima	64236485	DIAOUNE&F	006/RET/11	Dixinn	Dixinn
7	DIALLO	Mamadou Oury	60551516	WEST-AFRICASOLO ETOILE	007/RET/11	Madina	Matam
8	CISSOKO	Makan	64216291	DRAME&F	008/RET/11	Madina	Matam
9	KAKE	Ousmane	64323222	OUSM K&F	009/RET/11	Madina	Matam
10	BALDE	Mamadou Nassirou	64503468	SAVANE AND BROTHERS	010/RET/11	Madina	Matam
11	KEITA	Louncy	62305035	MICRO-BIT-SARL	011/RET/11	Almamyah	Kaloum
12	CONDE	El Hadj Mamoudou	64442405	SOFIG	012/RET/11	Lanséboundj	Matam
13	BAH	Saikou Amadou	62223159	AFRO ATLANTIC CORP	014/RET/11	Madina	Matam
14	KABA	El-Hadj Mamadou	67190804	KABA&FILS	015/RET/11	Mafanco	Matam
15	SIDIBE	Moussa	62602693	MAS & FRERES SARL	016/RET/11	Dixinn	Dixinn
16	CAMARA	Aly Mariame	63406658	CONDE & FILS	017/RET/11	Madina	Matam
17	DODWANI	Amit Ashoklal	30455588	AFRO INTERNATIONAL	018/RET/11	Tombo	Kaloum
18	KOUAKOU	Narcisse	62596716	COST REDUCT ANALYST - Guinee	019/RET/11	Constantin	Matam
19	BARRY	Thierno Bella	64368263	KADIATOU-KOUFFA-HAFIA SARL	020/RET/12	Madina	Matam
20	GHASSAN	Aly	664350822	GHASSAN ALY	021/RET/12	Matam	Coléah
21	KOUROUMA	Mory		SABADOU-TRANSFERT	017/BIS/RET/13	Kankan	C.U
22	DIALLO	Mamadou Mouctar	628919495	TIMBI-TIMBO-LABE BUSNESS	023/RET/13	Madina	Matam
23	BARRY	Aliou	664332439	A I H SARL	024/RET/13	Madina	Matam
24	CISSE	Mdou Saliou	628262650	B.T.A.C.I.F	025/RET/14	Madina	Matam
25	KABA	Sidiki	664574455	MORIJA TRANSFERT	0001/RET/14	Dixinn Mosquee	Dixinn

Source: Direction des Changes/BCRG

Annexe 30: Evolution des indicateurs d'accès aux services financiers de 2004 –2014

EXTENSION GÉOGRAPHIQUE

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	10	12	13	14	14	16	19	20	25	27	31
Banques commerciales	7	7	8	8	8	10	11	12	12	14	14
Crédits mutuels et coopératives financières	2	3	3	4	4	4	6	6	8	8	10
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	1	2	2	2	2	2	2	2	5	5	7
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières²	5	6	7	7	8	9	12	12	13	13	13
Autres intermédiaires financiers (AIF) ³	1	2	3	3	3	4	5	5	4	4	4
dont : IMF n'acceptant pas de dépôts	1	2	3	3	3	4	5	5	4	4	4
Sociétés d'assurances	4	4	4	4	5	5	7	7	9	9	9
Nombre d'agences, en dehors du siège											
Autres institutions de dépôts	163	166	172	180	194	204	226	477	506	549	378
Banques commerciales	29	29	34	39	52	62	70	80	92	97	118
dont : dans les 3 plus grandes villes	13	13	16	19	22	24	27	32	40	66	83
Crédits mutuels et coopératives financières	14	17	18	21	21	21	23	25	26	51	51
dont : dans les 3 plus grandes villes	14	16	17	18	18	18	20	22	23	29	29
IMF acceptant des dépôts	120	120	120	120	121	121	133	372	388	401	209
dont : dans les 3 plus grandes villes	4	4	4	4	5	5	7	19	26	29	119
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : dans les 3 plus grandes villes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	3	3	3	3	22	22	20	20	21	54	46
dont : dans les 3 plus grandes villes											
IMF n'acceptant pas de dépôts	3	3	3	3	22	22	20	20	21	54	46
dont : dans les 3 plus grandes villes	3	3	3	3	5	5	5	5	6	6	6
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de guichets automatiques											
Dans l'ensemble du pays	4	12	13	17	24	30	42	57	71	89	113
dont : dans les 3 plus grandes villes	4	12	12	14	17	19	23	33	38	58	72

UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS

Nombre de déposants de 2004 -2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	...	...	...	...	258 283	302 458	365 015	415 095	484 140	534 417	583 284
Banques commerciales	89 019	96 382	142 545	170 454	189 027	230 642	274 511	314 439	372 906	399 164	436 301
dont : déposants PME ⁴	12 641	13 147	14 046	16 277	17 424	17 828	19 200	20 372	23 229	27 876	34 048
dépôts ménages	74 576	80 798	92 595	108 397	118 274	131 443	155 379	181 725	212 507	352 313	387 929
Crédits mutuels et coopératives financières	34 555	36 985	37 981	39 661	41 192	44 079	59 446	61 537	63 889	75 963	74 866
dont : déposants PME	10	18	35	31	35	97	156	324	319	7 033	5 786
dépôts ménages	34 545	36 967	37 946	39 630	41 157	43 982	59 290	61 207	63 494	68 930	69 080
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	28 064	27 737	31 058	39 119	47 345	59 290	72 117
dont : déposants PME	...	...	...	...	14	14	15	35	268	4 336	4 681
dépôts ménages	...	...	...	...	28 050	27 723	31 043	39 084	47 077	54 954	67 436
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : déposants PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dépôts ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	32 338	41 163	45 278	42 403	48 520	58 636	66 715	71 211	88 230	98 687	108 568
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : clients PME											
clients ménages											
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : clients PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
clients ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	32 338	41 163	45 278	42 403	48 520	58 636	66 715	71 211	88 230	98 687	108 568
dont : titulaires de polices d'assurance-vie	5 043	3 315	3 030	4 132	4 899	9 043	16 817	18 093	29 027	41 543	54 488
titulaires de polices d'assurance non-vie	27 295	37 848	42 248	38 271	43 621	49 593	49 898	53 118	59 203	57 144	54 080

Source: BCRGDSBP

Nombre de comptes de dépôt 2004- 2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	...	...	...	...	283 985	335 078	402 811	453 254	525 973	580 991	632 066
Banques commerciales	98 862	107 177	154 809	184 382	211 645	260 026	308 075	348 804	408 844	443 562	485 083
dont : comptes PME	12 907	13 429	14 364	16 982	17 714	18 414	20 179	21 892	24 079	31 641	38 244
comptes ménages	83 641	90 720	102 878	119 382	129 996	144 631	167 297	194 670	226 621	386 573	426 546
Crédits mutuels et coopératives financières	34 555	36 985	38 029	39 949	41 506	44 600	60 098	61 598	64 095	75 963	74 866
dont : comptes PME	10	18	38	44	53	137	201	385	395	7 033	5 786
comptes ménages	34 545	36 967	37 991	39 905	41 453	44 463	59 897	61 213	63 700	68 930	69 080
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	30 834	30 452	34 638	42 852	53 034	61 466	72 117
dont : comptes PME	...	...	...	...	18	18	20	41	403	4 430	4 681
comptes ménages	...	...	...	...	30 816	30 434	34 618	42 811	52 631	57 036	67 436
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : comptes PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
comptes ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	36 538	44 397	48 606	45 720	52 127	72 205	80 353	89 382	105 480	104 391	113 820
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : comptes PME	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
comptes ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : comptes PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
comptes ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	36 538	44 397	48 606	45 720	52 127	72 205	80 353	89 382	105 480	104 391	113 820
dont : polices d'assurance-vie	5 611	3 377	3 488	4 730	5 577	12 634	19 976	19 868	31 525	40 672	54 611
Police d'assurance non-vie	30 927	41 020	45 118	40 990	46 550	59 571	60 377	69 514	73 955	63 719	59 209

Source: BCRGDSBP

Nombre d'emprunteurs de 2004 -2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	...	...	...	...	87 959	112 221	136 804	172 865	203 235	352 863	406 366
Banques commerciales	11 779	13 216	14 960	18 091	20 740	25 935	32 108	41 502	54 066	89 734	108 934
dont : <i>emprunteurs PME</i>	546	474	456	619	780	761	963	1 086	1 460	4 061	5 889
<i>emprunteurs ménages</i>	6 396	7 546	8 978	7 960	4 459	5 161	5 972	9 753	12 706	83 960	101 919
Crédits mutuels et coopératives financières	1 637	1 866	2 005	2 141	2 334	3 030	4 233	7 814	18 346	8 374	9 510
dont : <i>emprunteurs PME</i>	205	241	130	140	114	170	236	366	358	545	354
<i>emprunteurs ménages</i>	1 432	1 625	1 875	2 001	2 220	2 860	3 997	7 448	17 988	7 829	9 156
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	64 885	83 256	100 463	123 549	130 823	254 755	287 922
dont : <i>emprunteurs PME</i>	...	...	...	...	6	8	10	567	762	34 635	42 372
<i>emprunteurs ménages</i>	...	...	...	...	64 859	83 248	100 453	122 882	129 626	220 120	245 550
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : <i>emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 950
dont : <i>emprunteurs PME</i>											
<i>emprunteurs ménages</i>											
IMF n'acceptant pas de dépôts	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 950
dont : <i>emprunteurs PME</i>	54	56	61	95	68	29	76	79	80	2 805	2 773
<i>emprunteurs ménages</i>	20	32	37	45	28	13	38	34	19	180	177
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: BCRGDSBP

Nombre de comptes de prêts de 2004 -2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	...	...	...	...	99 852	125 955	152 987	206 470	241 165	407 945	436 649
Banques commerciales	19 341	21 624	24 420	28 741	32 633	39 461	47 835	69 231	86 935	115 009	124 856
dont : <i>emprunteurs PME</i>	546	474	472	637	795	781	1 276	1 496	2 122	4 365	6 294
<i>emprunteurs ménages</i>	10 502	12 077	15 140	14 945	7 442	7 892	9 376	16 442	30 948	108 427	117 124
Crédits mutuels et coopératives financières	1 675	1 870	2 005	2 141	2 334	3 238	4 689	12 615	21 481	8 374	9 510
dont : <i>emprunteurs PME</i>	205	241	130	140	114	378	692	5 167	3 493	545	354
<i>emprunteurs ménages</i>	1 470	1 629	1 875	2 001	2 220	2 860	3 997	7 448	17 988	7 829	9 156
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	64 885	83 256	100 463	124 624	132 749	284 562	302 283
dont : <i>emprunteurs PME</i>	...	...	...	...	6	8	10	667	1 197	35 224	42 412
<i>emprunteurs ménages</i>	...	...	...	...	64 859	83 248	100 453	123 957	131 552	249 338	259 871
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : <i>emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 950
dont : <i>emprunteurs PME</i>											
<i>emprunteurs ménages</i>											
IMF n'acceptant pas de dépôts	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 950
dont : <i>emprunteurs PME</i>	54	56	61	95	68	29	76	79	80	2 805	2 773
<i>emprunteurs ménages</i>	20	32	37	45	28	13	38	34	19	180	177
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: BCRGDSBP

Encours des dépôts de 2004 – 2014 en millions de GNF

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	483 072	648 293	943 131	1 094 138	1 334 973	2 163 878	3 169 177	4 782 595	4 970 576	8 651 490	9 977 430
Banques commerciales	460 286	619 976	909 755	1 052 982	1 292 340	2 115 491	3 111 294	4 703 853	4 852 129	8 517 093	9 811 875
dont : dépôts PME	112 279	163 834	221 435	256 845	277 074	509 408	817 378	992 791	1 108 082	2 644 258	3 010 198
dépôts ménages	104	207 500	318 114	406 469	549 719	906 994	1 343 722	1 555 814	1 925 197	3 538 214	4 240 959
Crédits mutuels et coopératives financières	13 986	16 317	17 676	19 656	20 918	21 435	18 468	25 189	35 882	34 607	33 668
dont : dépôts PME	34	54	67	76	73	105	119	160	837	244	11 286
dépôts ménages	13 952	16 262	17 609	19 579	20 845	21 329	18 349	25 028	35 045	34 363	22 382
IMF acceptant des dépôts	8 800	12 000	15 700	21 500	21 715	26 953	39 415	53 553	82 565	99 790	131 887
dont : dépôts PME	88	120	157	215	216	268	383	511	1 166	1 265	11 402
dépôts ménages	8 712	11 880	15 543	21 285	21 499	26 685	39 032	53 042	81 398	98 525	120 485
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : dépôts PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dépôts ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	13 448	19 210	24 054	31 767	35 338	43 629	44 254	54 494	71 396	98 509	105 265
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : fonds des PME											
fonds des ménages											
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : fonds des PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
fonds des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	13 448	19 210	24 054	31 767	35 338	43 629	44 254	54 494	71 396	98 509	105 265
dont : réserves tech. d'assurance-vie	3 346	3 720	3 845	3 772	4 700	9 283	18 961	33 643	41 186	32 317	39 550
réserves tech. d'assurance non-vie	10 102	15 490	20 209	27 995	30 638	34 346	25 293	20 851	30 210	66 192	65 715

Source: BCRGDSBP

Encours des prêts de 2004– 2014 en millions de GNF

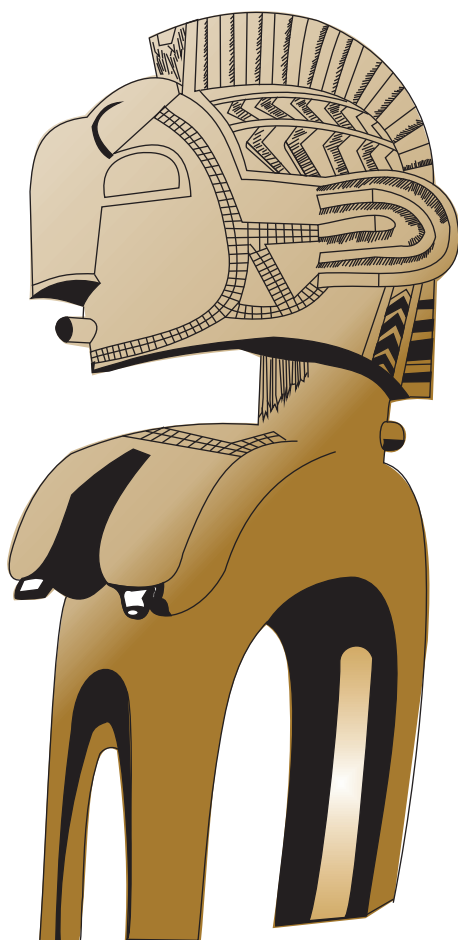
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Autres institutions de dépôts	145 124	175 957	240 877	285 832	260 704	510 910	743 524	1 475 684	1 896 472	3 790 062	5 244 731
Banques commerciales	124 855	147 297	205 605	243 856	252 952	463 421	688 243	1 358 162	1 755 331	3 642 778	5 099 620
dont : prêts aux PME	16 582	20 942	31 418	50 541	57 240	117 030	208 990	268 129	440 384	920 217	1 583 221
prêts aux ménages	19 694	27 266	32 924	43 350	70 632	176 029	234 307	333 788	437 779	1 005 770	2 092 995
Crédits mutuels et coopératives financières	3 566	4 860	5 332	6 376	6 760	8 314	9 067	22 435	27 843	27 638	28 810
dont : prêts aux PME	66	60	100	76	78	126	333	883	725	631	16 578
prêts aux ménages	3 500	4 800	5 232	6 300	6 682	8 187	8 734	21 552	27 118	27 007	12 232
IMF acceptant des dépôts	16 703	23 800	29 940	35 600	992	39 175	46 214	95 087	113 298	119 646	116 301
dont : prêts aux PME	167	238	299	356	...	378	426	18 391	8 993	4 950	10 530
prêts aux ménages	16 536	23 562	29 641	35 244	992	38 797	45 788	76 696	104 305	114 696	105 771
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : prêts aux PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
prêts aux ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	803	1 644	539	1 454	1 025	593	930	836	5 076	9 601	19 868
dont : prêts aux PME											
prêts aux ménages											
IMF n'acceptant pas de dépôts	803	1 644	539	1 454	1 025	593	930	836	5 076	9 601	19 868
dont : prêts aux PME	641	1 415	343	1 078	706	468	509	621	3 970	8 996	17 106
prêts aux ménages	162	229	196	376	319	125	421	215	1 106	605	2 762
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: BCRG/DSBP

Banque mobilede 2004-2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de bancaires mobiles enregistrés									1	2	2
Nombre de bancaires mobiles actifs									1	1	2
Nombre d'agents enregistrés									50 000	172 736	613 047
Nombre d'agents actifs									100	7 000	35 365
Valeur des transactions bancaires mobiles (année de réf.)									...	5 940	104 041
Nombre de transactions bancaires mobiles (année de réf.)									...	125 279	1 282
Soldes en cours des comptes bancaires mobiles									...	350	4 580

Source: BCRG/DSBP



BCRG
BANQUE CENTRALE
DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

12 Boulevard du Commerce
Tél : (+224) 41 26 51
Fax : (+224) 41 48 98
E-mail : sgou_bcrq@yahoo.fr
www.bcrq-guinee.org
B.P. : 692 Conakry